



CENTRE RÉGIONAL D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST



Rapport d'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2017 Situation au 31 décembre 2016 et aménagements pour le reste de l'année



Table des matières

I. Vue d'Ensemble	3
II. Assistance Technique Fournie	9
Bénin	9
Burkina Faso	12
Côte d'Ivoire	13
Guinée	15
Guinée-Bissau	16
Mali	18
Mauritanie	19
Niger.....	21
Sénégal.....	22
Togo	23
Agence UMOA-Titres.....	25
BCEAO et Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA (SGCBU).....	25
III. Activités de Formation.....	26
IV. Exécution du programme d'Activités Par Domaine.....	33
Administration Douanière.....	34
Administration Fiscale.....	35
Gestion des Dépenses Publiques.....	35
Statistiques de Finances Publiques	35
Statistiques du Secteur Réel.....	36
Gestion de la Dette Publique et Développement des Marchés Financiers.....	36
Supervision et Restructuration Bancaires	37
Analyse et Prévisions Macroéconomiques	37

Graphiques

Graphique 1. Exécution du programme de travail de l'AF2017 par bénéficiaire.....	9
Graphique 2. Exécution du programme de travail de l'AF2017 par domaine d'activité.....	34

Tableaux

Tableau 1. AFRITAC de l'Ouest–Cadre stratégique 2014-2017.....	7
Tableau 2. AFRITAC de l'Ouest – Liste et thèmes des Projets pluriannuels au 31 décembre 2016	8
Tableau 3. Séminaires régionaux au 31 décembre 2016.....	26
Tableau 4. Stages d'immersion organisés au 31 décembre 2016	30
Tableau 5. Exécution du programme de travail AF2017, par domaine	33

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AE	Autorisations d'Engagement
AF	Année fiscale
AFC	AFRITAC du Centre
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne
AFRITAC	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique
AT	Assistance Technique
AUT	Agence UMOA-Titres
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BCRG	Banque Centrale de République de Guinée
BEN	Bénin
BFA	Burkina Faso
BGCT	Balance Générale des Comptes du Trésor
BNV	Bureau National de la Valeur
CAM	Cadre d'Analyse Minimum
CI/CIV	Côte d'Ivoire
CFAP	Classification des Fonctions des Administrations Publiques
CME	Centre des Moyennes Entreprises
CNA	Comptes Nationaux Annuels
CNT	Comptes Nationaux Trimestriels
CO	Comité d'Orientation
CP	Crédits de Paiement
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CREPMF	Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers
CUT	Compte unique du Trésor
DGAE	Direction Générale des Affaires Economiques
DFP	Département des Finances Publiques
DGB	Direction Générale du Budget
DGE	Direction Générale de l'Economie
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGI	Direction Générale des Impôts
DGT/DGTCF	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DPAM	Direction de la Prévision et des Analyses Macroéconomiques
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques
DPSB	Direction des Politiques et Synthèses Budgétaires
DPSEF	Direction de la Planification des Etudes et Statistiques Fiscales
DSD	Direction des Statistiques Douanières
ECT	Expert Court Terme
ERETES	Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAD	Département des Finances Publiques du FMI
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FP	Finances Publiques
GFS	Government Finance Statistics (Statistiques des Finances Publiques)
GIN	Guinée
GIZ	Coopération Technique Allemande

GNB	Guinée-Bissau
ICC	Indicateurs du Coût de la Construction
ICD	Institut pour le Développement des Capacités du FMI
IGA	Indices des conditions Générales d'Activités
IFRS	Normes Internationales de Diffusion des Données
INS	Institut National de Statistique
INSAE	Institut National de Statistiques et d'Analyse Economique
INSEE	Institut National de Statistique et des Etudes Economiques
INSEED	Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques
IPCE	Indices des Prix du Commerce Extérieur
ISCA	Indicateurs Synthétiques du Climat des Affaires
MCM	Département des Marchés Monétaires et Capitaux du FMI
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MdF	Ministère des Finances
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la position extérieure globale
MLI	Mali
MSFP	Manuel de Statistiques de Finances Publiques
MRT	Mauritanie
MTDS /SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
NER	Niger
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OTR	Office Togolais des Recettes
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	Evaluation de la Gestion de l'Investissement Public
PLF	Projet de Lois des Finances
PPAT	Projet Pluriannuel d'Assistance Technique
PTF	Partenaires Techniques Financiers
RAR	Restes A Recouvrer
RAFIT	Outils d'Information de l'administration fiscale
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
SEN	Sénégal
SFP	Statistiques des Finances Publiques
SGCBU	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
SGDD	Système Général de Diffusion des Données
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SME	Service des Moyennes Entreprises
SYDONIA	SYstème DOuaNIer Automatisé
TGO	Togo
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest-africaine

I. VUE D'ENSEMBLE

1. **L'exécution du programme de travail de l'AFRITAC de l'Ouest s'est faite selon les directives données par son Comité d'Orientation (CO) lors de sa réunion annuelle de mai 2016** et les orientations stratégiques qui ont guidées le programme de travail (Tableau 1). Ce rapport en fait la présentation pour la période du 1^{er} mai au 31 décembre 2016, et pour le reste de l'année fiscale (AF) 2017.
2. **À fin décembre 2016, le Centre avait exécuté plus de la moitié de son programme de travail révisé, avec de fortes variations par domaine.** En effet, sur 630 semaines-personnes prévues, le Centre avait fourni 340 semaines-personnes au titre de missions d'assistance technique (AT) et d'activités de formation, soit un taux d'exécution de 54% du programme révisé. Il convient de noter que ce taux de réalisation est dominé par les missions d'AT car la plus grande partie des séminaires régionaux sont programmés pour le dernier trimestre de l'AF.
3. **Le programme de stages d'immersion s'est fortement accéléré comparé aux résultats atteints au cours de l'AF2016.** Tous les pays sollicités pour accueillir les stagiaires ont répondu favorablement, et les stages se sont traduits par appréciation très favorable par les participants. Le programme de travail prévoit six stages pour le reste de l'année fiscale.
4. **La mise en œuvre du programme de travail au cours de l'AF 2017 a permis de tirer certaines leçons dont les principales sont les suivantes :**
 - ❖ La flexibilité de l'AFRITAC de l'Ouest dans l'exercice des activités d'AT reste un atout et une force majeurs qui permet d'accompagner efficacement les États lorsqu'un appui d'urgence est demandé.
 - ❖ Les activités de formation, notamment en forme d'ateliers nationaux et de stages d'immersion sont en forte demande.
 - ❖ La nomination des candidats participant aux séminaires régionaux continue à se faire avec retard par rapport aux délais donnés par le Centre. Cependant, il y a eu moins de changements tardifs des participants et d'annulations, ce qui a permis de réduire les coûts liés aux frais de pénalités pour les billets d'avion.
 - ❖ Le Centre continue à avoir des difficultés à mobiliser des experts de court terme ayant une expérience avérée.
5. **Reflétant le vote favorable du CO du 30 décembre 2016, les activités de l'AF 2017 seront clôturées au 31 mai 2017.** Cette extension du Cycle III de financement de l'AFRITAC de l'Ouest d'un mois permettra de conduire six nouvelles missions en administration fiscale, en statistiques du secteur réel et en analyse et prévisions macroéconomiques au Bénin, en Guinée-Bissau et en Mauritanie. Elle fournit également une flexibilité additionnelle pour la réalisation des séminaires, et des missions d'AT reportés jusqu'à présent. Ainsi, le dernier rapport d'activité de l'AF2017 couvrira les activités du Centre pour la période de janvier à décembre 2017.

6. **Certaines activités du Centre ont été réalisées dans le cadre des projets pluriannuels.** Au 31 décembre 2016, selon les domaines, ces projets étaient clôturés, reconduits ou annulés (Tableau 2). Le rapport final de l'année fiscale 2017 fera l'évaluation complète de ces projets.

Tableau 2. AFRITAC de l'Ouest – Liste et thèmes des Projets pluriannuels au 31 décembre 2016

Domaines	Thème du projet	Total	BEN	BFA	CIV	GIN	GNB	MLI	MRT	NER	SEN	TGO	BCEAO	AUT
Administration douanière	Gestion automatisée du risque.	6												
	Bureau National de la Valeur.	1												
Administration fiscale	Direction des Moyennes Entreprises.	7												
	Gestion des restes à recouvrer.	1												
Gestion des dépenses publiques-Budget	Budget-programme.	1												
	Préparation Budgétaire.	1												
	Pilotage de la masse salariale.	1												
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité publique.	Comptabilité en droits constatés et patrimoniale.	4												
	Gestion de trésorerie.	1												
Statistiques du secteur réel	Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 2008.	2												
	Mise en place des comptes nationaux trimestriels.	4												
	Publication des comptes nationaux annuels selon le SCN de 1993.	1												
Gestion de la dette et Développement des marchés financiers	Cadre de gestion de la dette.	4												
	Développement du marché des titres publics dans l'UMOA.	1												
Supervision et restructuration bancaires	Renforcement de la supervision bancaire.	2												
	Accords de Bâle II et Bâle III.	1												
Total		38	6	5	3	2	1	6	4	1	3	5	1	1



Projet clôturé



Projet reconduit

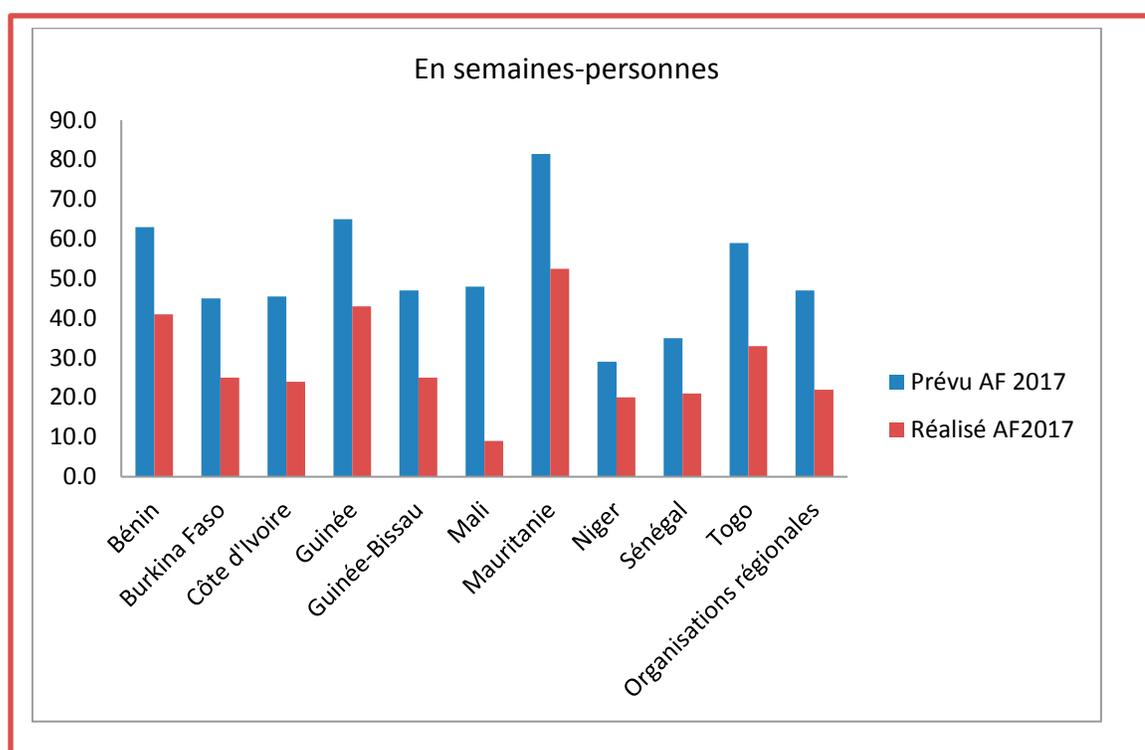


Projet annulé

II. ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE

7. **La mise en œuvre des activités d'AT prévues par pays et institutions couverts par le Centre a été globalement conforme aux programmes de travail prévus.** Comme dans le passé, des variations importantes sont observées (Graphique 1) en termes de semaine-personnes fournies. Dans l'ensemble, les faibles niveaux de missions d'AT s'expliquent par le report de certaines missions au dernier trimestre de l'année fiscale ; les annulations de missions liées à la situation sécuritaire dans le pays (Mali), et à une faible demande de l'AT (BCEAO) au cours de la période sous revue. Les objectifs ainsi que les principaux résultats réalisés par pays et institutions sont présentés ci-dessous.

Graphique 1. Exécution du programme de travail de l'AF2017 par bénéficiaire (Situation au 31 décembre 2016)



Bénin

Administration douanière

8. **La mise en œuvre d'un système de gestion automatisée du risque qui était au cœur des activités de l'AF2017 a connu des progrès mitigés.** En effet, l'évaluation de l'état d'avancement de ce projet pluriannuel a montré qu'à fin décembre 2016, la partie technique du projet a enregistré des progrès considérables. En revanche, la partie opérationnelle est préoccupante pour diverses raisons : (i) les objectifs de réduction de contrôles physiques sont très loin d'être atteints ; (ii) les règles bloquantes sur le renseignement, désactivées en 2015, ont été progressivement réintroduites ; (iii) environ 40% des déclarations orientées en circuit

rouge font effectivement l'objet d'un contrôle physique et moins de 9% d'entre elles ont donné lieu à des constatations de non-conformité ; (iv) le circuit jaune est une sorte de circuit rouge bis vers lequel un volume considérable de déclarations est orienté (49%) et enfin (v) le projet n'est pas suivi régulièrement par le Comité de sélectivité.

9. **Pour le reste de l'AF2017, il est prévu deux missions.** Elles porteront sur la finalisation du PPAT discuté au paragraphe 8 ci-dessus, et sur le suivi des recommandations de la mission du Département des Finances Publiques (DFP) du FMI qui a eu lieu en décembre 2015.

Administration fiscale

10. **L'AT du Centre a contribué au renforcement de l'immatriculation fiscale des contribuables.** En effet, la DGI du Bénin, à l'instar d'autres pays de la sous-région, a mis en place un système d'immatriculation fiscale pour recenser les activités économiques. Malheureusement, au fil des années, il a été créé une base de données plus large permettant d'enregistrer même des personnes qui n'exercent pas d'activités économiques. À travers l'AT, le Centre a aidé les services à filtrer la base existante, composée de plus d'un million d'effectifs, par rapport à une base fiscale de moins de 40 000, représentant les vrais opérateurs économiques. L'objectif poursuivi était de disposer d'une base fiscale saine, susceptible de recenser l'ensemble des opérateurs économiques et de soutenir les actions d'élargissement de l'assiette. Dans la même lancée positive, le rapprochement de l'information des douanes avec les données des bilans déposés à la DGI a permis d'identifier 1335 nouvelles entreprises qui faisaient des importations sans être fichées à l'administration fiscale. Toutes les activités prévues au titre de l'AF2017 ont été exécutées.

Gestion des dépenses publiques

11. **Les activités d'AT menées par le Centre ont permis d'atteindre les résultats suivants :** (i) un manuel des procédures comptables a été finalisé et des conseils ont été fournis sur l'organisation fonctionnelle de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour mieux l'adapter aux exigences de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale ; et (ii) un plan d'actions triennal pour la mise en œuvre progressive des nouveaux paradigmes d'exécution de la dépense en mode de programme a été adopté, ainsi que des orientations pour débiter leur préfiguration à partir du 1^{er} janvier 2017. Toutes les activités pour l'AF2017 ont été exécutées.

Statistiques de finances publiques

12. **L'AT fournie par le Centre a permis d'enregistrer des progrès dans la mise en œuvre des réformes régionales.** En effet, elle a permis de finaliser le tableau de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 à partir des données extra comptables ; d'identifier les données disponibles pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum, notamment pour les tableaux 2 et 4 qui portent respectivement sur le flux de trésorerie et la dette de l'administration publique. Il faut souligner que les statistiques produites le sont uniquement pour l'administration publique centrale budgétaire. Par ailleurs, des travaux ont été entrepris dans une perspective d'élargissement du champ d'application des statistiques de

finances publiques aux collectivités locales et à la caisse de sécurité sociale. Ainsi, il est prévu dans le courant du premier semestre 2017 la production sur une base expérimentale du TOFE UEMOA 2009, de la sécurité sociale et des collectivités locales ou décentralisées. La production du TOFE expérimentale des établissements publics nationaux est prévue pour le dernier trimestre de 2017.

Statistiques du secteur réel

13. **Les activités d'AT menées par le Centre ont contribué à l'amélioration des indicateurs de haute fréquence ainsi qu'à la cohérence intersectorielle des données macroéconomiques.** Ces activités ont porté sur deux missions. La première mission a poursuivi la mise en place du dispositif des comptes nationaux trimestriels (CNT) et l'élaboration d'une note d'analyse du Produit Intérieur Brut (PIB) au quatrième trimestre 2015 pour une diffusion restreinte ; la seconde mission a appuyé l'élaboration du compte financier pour l'année 2015, permettant ainsi au Bénin d'étendre le champ des comptes des secteurs institutionnels dans le cadre de la mise en œuvre du *Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008)*.

14. **Une autre mission est prévue pour le reste de l'AF2017.** Elle portera sur l'élaboration du compte des sociétés financières.

Gestion de la dette

15. **L'AT du Centre a permis de renforcer les capacités des cadres concernés sur la démarche d'élaboration du plan annuel de financement** cohérent avec la SDMT retenue et de fournir des conseils pour une meilleure gestion du risque de refinancement du portefeuille de la dette publique.

16. **L'utilisation du nouveau cadre de viabilité de la dette publique sera au centre de l'activité prévue pour la dernière partie de l'AF2017.** Il s'agira essentiellement d'ateliers de formation.

Analyse et prévisions macroéconomiques.

17. **La mission conduite par le Centre a proposé des aménagements sur le projet de suivi conjoncturel des activités du secteur informel.** Ce suivi sous forme d'enquête qualitative d'opinion se focaliserait sur le secteur non-agricole, urbain et péri-urbain sur un échantillon d'entreprises du secteur informel sédentaire et semi-sédentaire. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de la gamme d'indicateurs à haute fréquence suivi par la Direction générale des affaires économiques (DGAE), la mission a exposé les méthodologies d'élaboration des indicateurs du coût de la construction (ICC), des indices des prix du commerce extérieur (IPCE), des indices des conditions générales d'activités (IGA) et des indicateurs synthétiques du climat des affaires (ISCA). Sur la base de ces exposés et des échanges avec les services de la DGAE, les indicateurs composites pouvant être développés à brève échéance sont l'IGA et l'ISCA et dans une moindre mesure l'IPCE.

18. **Pour le reste de l'AF2017, le Centre fournira une AT sur l'amélioration du dispositif de prévisions macroéconomiques de la DGAE.** Cette AT sera fournie à travers

une mission qui était mise en « réserve » dans le programme de travail initial pour cette année fiscale.

Burkina Faso

Administration douanière

19. **L'assistance technique fournie par le Centre avait pour objectif la poursuite de la mise en œuvre du PPAT relatif à la gestion automatisée du risque.** Si des insuffisances sont encore apparues au niveau opérationnel, la mission a constaté de remarquables progrès au niveau technique qui se sont traduits par l'application d'une nouvelle méthode de scoring et le renforcement de la sélectivité aléatoire des contrôles.

20. **Deux missions sont programmées pour le reste de l'AF2017.** La première sera consacrée à la dernière revue ainsi que la clôture du PPAT relatif à la gestion automatisée du risque et la seconde sera destinée à définir la future stratégie des douanes burkinabés. Il s'agira d'une mission diagnostique conduite par le Département des Finances Publiques.

Administration fiscale

21. **L'AT du Centre a contribué au renforcement de la performance de la DME et du recouvrement, en particulier de la TVA.** En effet, avec l'appui de cette AT, le portefeuille de la DME est passé de 2 039 contribuables à 2 829 et le taux de couverture du contrôle fiscal s'est amélioré, passant de 2,9% à 9,2% entre 2014 et 2015. Par ailleurs, il y a eu le transfert effectif des dossiers entre la DME et les services locaux, traduisant ainsi la consolidation du principe de segmentation des contribuables, et il y a eu une augmentation de la conformité en matière de TVA de 71% à 85% entre 2015 et fin février 2016.

Gestion des dépenses publiques

22. **L'AT du Centre a continué à accompagner la mise en œuvre des réformes régionales en matière de gestion de dépenses.** Ainsi, le Centre a fourni des conseils pratiques complémentaires pour la poursuite des réformes comptables, y compris celles relatives à l'exécution de la dépense dans la phase comptable, et a permis la réalisation d'un diagnostic des procédures actuelles d'exécution de la dépense assorti des mesures de rationalisation.

Statistiques de finances publiques

23. **L'AT fourni par le Centre a permis de faire des progrès sur la préparation de la table de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 à partir de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) et conformément au MSFP 2001/2014.** La mission d'AT réalisée dans ce cadre a permis d'identifier les données disponibles pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum et pour l'élargissement du champ d'application du TOFE à tous les sous-secteurs de l'administration publique.

Statistiques du secteur réel

24. **Les activités d'AT ont porté sur l'élaboration du compte de sociétés financières dans le contexte de la mise en œuvre du SCN 2008.** Un accent particulier a été mis sur l'application des nouvelles recommandations pour l'estimation du service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM), la production des banques centrales et la production des sociétés d'assurances.

Gestion de la dette

25. **L'activité programmée au premier semestre a été reportée au second semestre pour des raisons de coordination des réformes en cours.** Ainsi, pour le reste de l'AF2017, l'AT portera sur le renforcement du cadre organisationnel de la gestion de la dette.

Analyse et prévisions macroéconomiques

26. **L'AT fournie par le Centre portait sur le cadrage macroéconomique.** En effet, le Centre a conduit une mission d'AT sur l'amélioration des dispositifs techniques de préparation des prévisions macroéconomiques. Au cours de la mission, une vingtaine de cadres du Comité de prévision et de modélisation issus de plusieurs entités productrices ou utilisatrices des informations économiques (notamment de la Direction de la prévision et des analyses macroéconomiques (DPAM), de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), de la Direction générale du budget (DGB), de la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS), de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), et de la BCEAO), ont été édifiés sur les enjeux du budget programme et leurs implications sur les processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques. Ils ont également été formés sur les interrelations entre les comptes macroéconomiques.

Côte d'Ivoire

Administration douanière

27. **Deux résultats majeurs ont été observés au niveau du suivi des régimes suspensifs :** l'élaboration d'un dispositif informatique qui permettra la prise en charge des exonérations, et l'application de la gestion du risque informatisée et de la sélectivité aux déclarations de régimes économiques. Les activités d'AT du Centre ont également permis de constater que plusieurs avancées avaient été réalisées dans la mise en œuvre du plan d'actions de mise en place d'un cadre de suivi des régimes suspensifs et des exonérations, et que de nombreuses recommandations proposées par la mission de juin 2015 du Département des Finances Publiques du FMI, ont été exécutées, notamment les deux mesures susmentionnées, ou sont en cours de réalisation.

Administration fiscale

28. **Le programme de travail prévoyait une seule activité, et elle aura lieu au dernier trimestre de l'AF2017.** Elle portera sur l'appui à fournir à la nouvelle direction en charge de l'analyse risque, et elle visera la mise en place des outils nécessaires à l'optimisation du contrôle fiscal de la DGI.

Gestion des dépenses publiques

29. **L'AT fournie par le Centre a permis l'adoption d'un plan d'actions pour la rationalisation de la chaîne de la dépense** en perspective du passage au budget de programme, et la préparation d'un diagnostic de l'organisation fonctionnelle de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique. Par ailleurs, le Centre a participé à la mission d'évaluation de la gestion de l'investissement public (PIMA) conduite par le département des finances publiques (FAD) du FMI en décembre 2016.

Statistiques de finances publiques

30. **L'AT a permis de produire à titre expérimental les différents tableaux du cadre d'analyse minimum** à savoir le TOFE UEMOA, la situation des flux de trésorerie, le tableau des actifs et passifs ainsi que la situation de la dette publique. Le Centre a également participé à un séminaire portant sur la migration du TOFE selon le MSFP 2001/2014.

Statistiques du secteur réel

31. **Pas d'activités au cours de la période sous revue.** L'unique mission du programme de travail a été repoussée au second semestre pour tenir compte du calendrier de l'Institut National des Statistiques.

Gestion de la dette

32. **Le Centre a formé une douzaine de cadres en charge de la gestion de la dette** sur la technique de réouverture des émissions de titres ainsi que sur les techniques de gestion des risques y afférentes.

Analyse et prévisions macroéconomiques

33. **Les activités d'AT ont portés sur la prévision de recettes.** Une mission du Centre à la DGI a permis de faire le point sur la mise en œuvre du plan d'actions pluriannuel pour l'amélioration des prévisions des recettes qui était élaboré au cours de la précédente mission. Les experts du Centre ont également testé les spécifications d'un modèle simple de prévisions à court terme des principales recettes fiscales, ainsi que les méthodes adaptées de simulation de l'impact des mesures fiscales sur le budget de l'État.

34. **Pour le reste de l'AF2017, l'AT portera sur l'amélioration des dispositifs techniques d'analyse et de prévisions macroéconomiques.** Il s'agira notamment de renforcer les fonctionnalités du modèle BUDGECO, et de former les cadres de la Direction générale de l'économie (DGE), de la Direction des prévisions, des politiques et des statistiques économiques (DPPSE), de la Direction des statistiques douanières (DSD), de la Direction de la planification des études et statistiques fiscales (DPSEF), de la Direction des politiques et synthèses budgétaires (DPSB) ainsi que de l'Institut national de la statistique (INS) sur les aspects conceptuels de la modélisation macro-économétrique.

Guinée

Administration douanière

35. **L'AT du Centre a été fournie dans le cadre de deux missions.** La première a consisté à analyser, sous l'angle de la sécurisation des recettes, la maîtrise des flux de marchandises et à proposer un dispositif douanier permettant le suivi des marchandises depuis leur arrivée au port jusqu'à leur dédouanement. Deux procédures ont été élaborées au cours de cette mission : (i) l'une concernant le transfert automatisé des manifestes de cargaison des marchandises par les agences maritimes ; (ii) l'autre relative au suivi et à la régularisation par l'Administration douanière de tous les manifestes non apurés à l'échéance du délai légal en vigueur. La seconde mission était destinée à définir la future stratégie des douanes guinéennes, sous la tutelle du Département des Finances Publiques.

36. **Le renforcement des capacités en matière de contrôles en entreprises se fera au cours du dernier trimestre de l'AF2017.** Cette activité aura lieu dans le cadre d'une mission d'AT.

Administration fiscale

37. **Le Centre a aidé le pays à définir une stratégie globale d'apurement des restes à recouvrer.** Les activités d'AT ont contribué au renforcement du fichier des moyennes entreprises, qui s'est ainsi accru de 680 à 884 entreprises de taille moyenne entre juin 2015 et juin 2016. La participation du Centre à la mission diagnostic organisée par le Département des finances publiques du FMI a permis l'identification des mesures prioritaires à mettre en œuvre au cours des trois prochaines années. Celles-ci porteront sur deux axes importants qui sont le renforcement de la gestion des restes à recouvrer et l'appui à la modernisation de la direction des moyennes entreprises.

Gestion des dépenses publiques

38. **Les activités d'AT prévues au programme de l'AF2017 étaient axées sur la gestion de la masse salariale et de la trésorerie.** Elles auront lieu au dernier trimestre de l'AF2017, et porteront en particulier sur la budgétisation et le pilotage de la masse salariale, ainsi que sur la mise en œuvre du plan comptable de l'État dans le cadre de la comptabilité de caisse améliorée.

Statistiques de finances publiques

39. **L'AT fournie par le Centre a permis d'entamer l'ébauche d'une table de passage au TOFE selon le MSFP 2001/2014.** Dans le cadre de ces travaux, le Centre a recommandé l'identification de deux cadres devant servir de Point Focal pour améliorer le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'AT.

Statistiques du secteur réel

40. **L'AT du Centre a permis d'élaborer les Comptes Nationaux Annuels (CNA) définitifs 2014 et provisoires 2015, et de produire une note d'analyse de ces CNA.** Afin de

renforcer davantage les capacités des cadres concernés, le Centre a également offert un atelier national de formation au profit des cadres de l'INS sur les méthodologies d'élaboration des CNA.

41. **Les conditions préalables à la mise en œuvre du SCN 2008 seront au centre des activités d'AT pour le reste de l'AF2017.** Les travaux y relatifs feront l'Object d'une mission d'AT.

Gestion de la dette

42. **L'AT a porté sur les actions de formation.** Ainsi, le Centre a réalisé la formation de 25 cadres sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de la dette publique.

Supervision bancaire

43. **L'AT s'est focalisée sur la réglementation et le plan comptable.** Elle a permis de finaliser deux projets d'instructions concernant les opérations soumises à notification a priori ou a posteriori, ainsi que sur les modalités à respecter par les établissements concernant la nomination des administrateurs et des dirigeants. Une procédure à usage interne a, en outre, été établie à l'attention du Comité des agréments, des recommandations sur la réforme des normes et du plan comptable bancaire ont été formulées.

Analyse et prévisions macroéconomiques

44. **Le Centre a fourni une formation sur l'utilisation des fonctionnalités du logiciel Excel appliquées à la modélisation, et sur la problématique de prévisions au niveau de la Banque Centrale.** La formation s'adressait aux cadres du Comité technique de validation du cadrage macroéconomique, et portait notamment sur les aspects conceptuels de la modélisation macroéconomique appliquée. Le Centre a également animé un atelier de formation à la BCRG, sur les modèles en usage dans les banques centrales, particulièrement pour la prévision de l'inflation. Il a aussi contribué à l'élaboration d'un plan d'assistance technique pour le développement d'un système de prévision et d'analyse des politiques monétaires.

Guinée-Bissau

Administration douanière

45. **Le renforcement des procédures de dédouanement fera l'objet d'activités d'AT au dernier trimestre de l'AF 2017.** Dans ce cadre, il est attendu la préparation d'un guide de procédure, en collaboration avec la douane bissau-guinéenne, pour fixer les règles de fonctionnement en ce qui concerne la prise en charge et le dédouanement des marchandises.

Administration fiscale

46. **Les activités d'AT fournies par le Centre ont permis d'augmenter la taille du fichier de contribuables.** En effet, l'immatriculation de plus de 3800 contribuables administrées par les Centres des impôts mais non enregistrés dans le fichier central, l'identification de 364 nouvelles entreprises relevant du rapprochement des bases de données

des douanes et des impôts, et la détection de 92 dossiers qui présentent des risques de minoration de chiffres d'affaires. Une mission portant sur le renforcement des opérations fiscales est prévue en février 2017.

Gestion des dépenses publiques

47. **L'AT fournie par le Centre a permis de faire des avancées en matière de système d'information.** En effet, elle a contribué à la mise à niveau du Système d'Information de gestion des finances publiques (SIGFiP) et de procéder à l'édition automatisée d'une première balance générale d'entrée des comptes de l'exercice 2015. En outre, le Centre a formé des comptables à l'utilisation des fonctionnalités du module comptabilité du SIGFiP. Une deuxième mission, relative à l'élaboration du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP), a permis de présenter les prérequis, la démarche et le cadre institutionnel dudit document.

Statistiques de finances publiques

48. **Les activités d'AT ont rendu possible quelques progrès dans la mise en œuvre des réformes régionales en matière de statistiques de finances publiques.** En effet, elles ont abouti à la préparation de la table de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 conformément au *MSFP 2001/2014* ; et à l'identification de données disponibles pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum, notamment pour les tableaux portant sur les flux de trésorerie et sur la dette de l'administration publique.

Statistiques du secteur réel

49. **L'AT fournie par le Centre a permis de disposer d'indicateurs plus récents sur la situation économique, et de progresser sur le projet d'élaboration d'une nouvelle année de base selon le SCN 2008 et avec ERETES.** La première mission conduite dans ce cadre a permis de poursuivre le traitement des données sources de l'année de base 2015 selon le *SCN 2008* alors que la seconde mission, conjointement conduite avec l'Institut National de la Statistique et des Études économiques de France (INSEE), a formé deux comptables nationaux à l'utilisation d'ERETES, et a élaboré les CNA définitifs 2014 et provisoires 2015.

50. **Pour le reste de l'AF2017, les activités d'AT porteront sur la synthèse des CNA 2015 selon le SCN 2008.** Elles seront conduites dans le cadre d'une mission rendue possible par l'extension du Cycle III approuvée par le Comité d'Orientation de l'AFRITAC de l'Ouest en décembre 2016.

Gestion de la dette

51. **Le Centre a aidé à l'amélioration du cadre institutionnel pour la gestion de la dette publique.** Les activités menées au cours de la période sous revue ont abouti à la préparation d'un projet de réorganisation et de consolidation des fonctions de gestion de la dette au sein de la Direction de la dette publique.

52. **La problématique des options de financement fera l'objet d'une mission au dernier trimestre de l'année fiscale 2017.** Il s'agira de former les cadres en charge de la gestion de la dette publique sur les techniques d'évaluation des offres de financement.

Analyse et prévisions macroéconomiques

53. **L'AT a porté sur l'amélioration du dispositif de modélisation macroéconomique.** Une mission a en effet évalué la mise en œuvre du plan d'actions pour le renforcement du dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire.

Mali

Administration douanière

54. **Aucune activité dans ce domaine** car la seule mission qui était prévue au programme avait été annulée en raison de la suspension des missions liée à la situation sécuritaire dans le pays.

Administration fiscale

55. **L'une des deux missions programmées en 2017 sera réalisée en Avril 2017.** Il s'agira d'un atelier de formation en contrôle ponctuel. Le report de cette activité s'est fait à la demande des autorités maliennes qui souhaitent donner priorité à la mise en œuvre des réformes sur lesquelles elles se sont engagées dans le cadre du programme de Facilité Élargie de Crédit. Les futures missions d'AT devront soutenir les nouvelles structures une fois qu'elles seront mises en place.

Gestion des dépenses publiques

56. **Le Centre a appuyé la formation des comptables publics et a démarré l'élaboration des manuels de procédures comptables** en perspective au passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale. Il a également repris son activité sur le pilotage de la masse salariale et a produit une note méthodologique pour la budgétisation et le pilotage de la masse salariale, validée au plan technique avec les principaux acteurs du ministère des finances.

57. **Les activités prévues pour le reste de l'AF2017 portent sur la gestion de la masse salariale et sur la mise en place du Compte Unique du Trésor (CUT).** Dans le premier cas, l'AT fournira un appui à l'élaboration d'un manuel d'exécution des dépenses du personnel, et dans le second cas il s'agira de renforcer la gestion de la trésorerie, y compris dans le cadre de la mise en place d'un CUT.

Statistiques de finances publiques

58. **Le Centre a fourni une assistance qui a permis de finaliser la table de passage et de produire le TOFE selon le MSFP 2001/2014.** L'AT du Centre a également permis d'affiner les situations de la dette de l'administration publique centrale budgétaire et des flux de trésorerie. Par ailleurs, la matrice d'actions dans une perspective de migration et

d'élargissement du champ du TOFE conformément à la directive de l'UEMOA portant TOFE, a été mise à jour.

Statistiques du secteur réel

59. **Les trois missions programmées pour l'AF2017 se tiendront au cours du premier trimestre de l'année 2017.** Elles permettront de finaliser la note sur les sources et méthodes d'élaboration des CNA selon le *SCN 1993* et de diffuser les CNT.

Gestion de la dette

60. **Aucune activité au cours de la période sous revue.** En raison de la suspension des missions liée à la situation sécuritaire dans le pays l'une des activités programmées en début d'année n'a pas eu lieu. Avec la levée de la suspension et grâce à l'extension du Cycle III, la mission d'AT relative à l'amélioration des pratiques d'émission de titres publics est prévue d'ici mai 2017.

Analyse et prévisions macroéconomiques

61. **L'intervention du Centre a permis de revoir la structure et le fonctionnement du modèle macroéconomique de la Direction nationale de la planification et du développement.** La mission a animé un atelier de formation de quatre jours sur la modélisation macroéconomique à l'attention des membres du Comité de prévision et de modélisation (CPM). L'atelier a été l'occasion de présenter le passage des anciennes aux nouvelles versions des grands comptes macroéconomiques nécessaires à l'actualisation et à l'approfondissement du modèle, d'initier les participants à la pratique de modélisation macroéconomique et d'échanger sur l'amélioration du fonctionnement du CPM. Il a également permis de retenir des tableaux analytiques conformes au SCN93 pour les comptes nationaux, au 6^{ème} manuel de balance des paiements du FMI, et au MSFP 2001 pour le TOFE. Une mission de suivi est prévue en mars 2017.

Mauritanie

Administration douanière

62. **Le Centre a appuyé le développement du Bureau National de la Valeur (BNV).** Cette assistance technique a été fournie au cours de deux missions. Lors de la première, la mise en œuvre des recommandations s'est traduite par le recrutement, l'affectation et la formation du personnel destiné au BNV, ainsi que la formation du personnel des bureaux automatisés ; la création de la base de données des valeurs de référence et ; le développement du champ bloquant dans SYDONIA sans pour autant qu'il soit activé. Au cours de la seconde mission, l'appui fourni par le Centre a permis la mise en place des préalables essentiels à la mise en œuvre du contrôle a posteriori (renforcement de l'effectif de la Direction des enquêtes, création d'une fiche de poste, programmation de la formation ad hoc). De même, le champ bloquant dans SYDONIA a été activé, favorisant ainsi une meilleure application de la valeur en douane.

Administration fiscale

63. **L'AT fournie par le Centre a contribué au le renforcement du contrôle sur pièces.** En effet, l'appui au dépouillement des dossiers dans les secteurs de l'importation des produits alimentaires, des matériaux de construction et de la pharmacie, sur la base du contrôle sur pièces a permis d'identifier les risques récurrents dans ces secteurs. Les activités d'AT ont aussi contribué à la consolidation du fichier des moyennes entreprises, et à la rédaction d'une déclaration unique et simplifiée pour quatre impôts et taxes payés mensuellement. Pour le reste de l'AF, une mission sur le contrôle fiscal, originalement mise en « réserve » est prévue en mars 2017.

Gestion des dépenses publiques

64. **L'AT du Centre a porté essentiellement sur le budget de programme.** Avec l'appui technique du Centre, les autorités ont mis en place un plan d'actions quinquennal pour le renforcement des prérequis et la mise en place progressive des outils d'opérationnalisation du budget de programme et des maquettes des programmes budgétaires pour deux ministères. Pour le reste de l'AF, les activités d'AT porteront sur la structuration des programmes d'un premier groupe de ministères.

Statistiques de finances publiques

65. **Le Centre a fourni une AT portant sur la préparation du TOFE.** Il s'est agi en particulier, de l'élargissement du champ d'application des statistiques de finances publiques aux collectivités locales, à la caisse de sécurité sociale et aux autres unités extra budgétaires.

Statistiques du secteur réel

66. **L'AT fournie par le Centre, conjointement avec le Fonds Monétaire Arabe, a permis de réduire les délais de diffusion des CNA.** Les activités d'AT ont eu lieu au cours de deux missions. La première mission a initié le dispositif de production des CNA provisoires en adoptant les nomenclatures et en identifiant les données primaires. La seconde a aidé à finaliser les CNA provisoires 2015 avec des méthodes proches des CNA définitifs. Pour le reste de l'AF, une mission d'AT portant sur la mise en place du SCN 2008 est prévue pour mars 2017.

Gestion de la dette

67. **Le Centre a aidé à l'identification des améliorations à apporter aux règles relatives aux opérations sur le marché primaire des titres publics.** Il a également fourni des conseils pour une meilleure gestion du risque de refinancement lié aux activités d'émission de bons du Trésor. Le Centre a formé une douzaine de cadres du ministère des finances sur la démarche d'élaboration de la SDMT et de l'utilisation de l'outil analytique.

Supervision bancaire

68. **Une mission a eu lieu dans le cadre de la prise de fonction du Conseiller résident afin d'évoquer les futurs besoins d'assistance technique de la Banque centrale de**

Mauritanie (BCM). Cette mission a principalement consisté à appuyer la BCM dans son analyse du projet de loi bancaire mauritanienne préparé dans le cadre d'une AT fournie par le département juridique du FMI. Les activités d'AT prévues pour le reste de l'AF porteront sur le renforcement des capacités en matière de supervision bancaire.

Analyse et prévisions macroéconomiques

69. **Le Centre a participé à une mission conjointe avec une équipe du département MCM sur la réforme du cadre de politique monétaire et de change de la BCM.** L'apport du Conseiller résident du Centre a consisté en la définition d'un cadre analytique minimum pour la politique monétaire ainsi que des propositions d'aménagement du processus de prise de décision de politique monétaire à la BCM. Par ailleurs, une mission réalisée à la demande de la BCM a permis d'examiner les spécifications et fonctionnalités retenues dans le modèle de prévision de l'inflation, de proposer des spécifications des modèles de prévision des agrégats monétaires et de former les cadres de la Direction générale des études sur les méthodes de calcul de l'inflation sous-jacente. Pour le reste de l'année fiscale, l'AT portera sur un atelier de formation sur la programmation des modèles macro-économétriques sous le logiciel Eviews.

Niger

Administration douanière - Aucune activité n'était prévue pour cette année fiscale.

Administration fiscale

70. **Les activités d'AT menées par le Centre ont contribué à la définition d'une stratégie d'élargissement de l'assiette, ainsi que l'exploitation des données de la caisse nationale de la sécurité sociale.** La comparaison entre ces dernières et les données fournies lors de la déclaration d'impôt sur les salaires a révélé des écarts susceptibles de hausser le niveau actuel des bases d'imposition de l'impôt sur les salaires. La campagne de recouvrement des restes à recouvrer (RAR) soutenue par le Centre s'est traduite par le recouvrement de 5 milliards de FCFA entre février et juillet 2016, représentant 11% du total du stock d'arriérés recouvrables.

Gestion des dépenses publiques

71. **L'AT a porté sur les AE/CP.** La troisième mission d'appui à la construction des maquettes des AE/CP des budgets d'investissement des ministères a permis de former une équipe dédiée à la poursuite et à la coordination de ce chantier en rapport avec la GIZ. Elle a aidé également à la révision et à la stabilisation des maquettes des deux premiers groupes des ministères.

Statistiques de finances publiques

72. **Avec l'appui du Centre, le Niger a entamé la préparation de la table de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 conformément au MSFP 2001/2014.** Par ailleurs, l'AT a permis de procéder à l'identification des sources de données pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum notamment pour les tableaux des flux de

trésorerie, la situation des actifs financiers et des passifs ainsi que la situation de la dette de l'administration publique. Pour le reste de l'AF, le Centre continuera à appuyer la mise en œuvre de la directive de l'UEMOA portant sur le TOFE dans le cadre d'une mission d'AT.

Statistiques du secteur réel

73. **L'AT fournie par le Centre a permis de faire des avancées sur la préparation des CNA 2013 avec ERETES.** Cependant, la mobilité des effectifs d'une part et le nombre limité de missions du Centre du fait des contraintes de calendrier de l'INS sont des limitations au rattrapage des CNA élaborés avec ERETES. L'INS a déjà diffusé les CNA définitifs 2014 et provisoires 2015 élaborés avec son outil MS Excel.

Gestion de la dette

74. **Le programme de travail a été modifié pour éviter une duplication avec un autre bailleur de fonds.** En effet, l'activité programmée en début d'année ne pourra plus avoir lieu, le thème ayant été abordé dans le cadre d'une mission réalisée en juin 2016 par la Banque mondiale. Des discussions sont en cours avec les autorités pour convenir du thème de la prochaine activité.

Analyse et prévisions macroéconomiques - Aucune activité n'était prévue au programme de travail de cette année fiscale.

Sénégal

Administration douanière

75. **L'AT du Centre pour cette année fiscale portera sur l'évaluation du projet de gestion automatisée du risque.** En accord avec les Autorités douanières, le Centre procédera à l'évaluation de la mise en œuvre de ce projet pluriannuel d'assistance technique.

Administration fiscale

76. **Les activités d'AT auront lieu au cours du quatrième trimestre de l'année fiscale.** Elles continueront à viser le renforcement de la performance de la DGI à travers deux missions d'AT dont la première sera consacrée à l'élaboration d'une stratégie d'élargissement de l'assiette fiscale. La seconde mission remplacera celle originalement programmée sur la mise en place d'un deuxième CME à Dakar qui a pris du retard. Elle portera plutôt sur le contrôle fiscal. Grâce à l'extension du Cycle III du Centre, cette deuxième mission est prévue pour le mois de mai 2017.

Gestion des dépenses publiques

77. **L'AT du Centre a continué à appuyer le processus de transition vers le budget de programme.** Ainsi, elle a soutenu l'adoption des mesures de rationalisation de la chaîne de la dépense dans le contexte de la déconcentration de l'ordonnancement et d'encadrement des procédures dérogatoires, ainsi que la mise en place d'un dispositif transitoire d'exécution de la dépense avant le démarrage du budget de programme. De plus, les activités d'AT ont conduit

à la préparation d'un plan d'actions pour le renforcement de la fiabilité de la Balance générale des comptes et l'amélioration des procédures actuelles de la comptabilité publique.

Statistiques de finances publiques

78. **Depuis juin 2015, le Sénégal a définitivement basculé au TOFE selon le MSFP 2001 avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest.** Aussi, les activités d'AT pour cette AF ont ciblé l'examen des données pour l'élargissement du champ du TOFE, et ont permis d'affiner le TOFE produit selon les nouvelles normes du MSFP 2001/2014. Elles ont par ailleurs permis de produire les ébauches de TOFE pour les sous-secteurs de la sécurité sociale et des unités extra budgétaires.

Statistiques du secteur réel

79. **L'AT fournie par le Centre a contribué à la mise en œuvre du projet de refonte des comptes nationaux.** Ce dernier vise la publication des Comptes nationaux 2014-2015 conformes au *SCN 2008* d'ici juin 2017. L'AT a également permis de former l'équipe de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie à la préparation des données primaires et à leur confrontation dans ERETES.

Gestion de la dette

80. **Le Centre a formé une quinzaine de cadres en charge de la gestion de la dette sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette.** Cette formation servira de point d'appui pour les activités d'AT prévues pour le reste de l'AF pour renforcer les capacités en matière d'élaboration de la SDMT.

Analyse et prévisions macroéconomiques

81. **Aucune activité n'était prévue au programme de travail de cette année fiscale.**

Togo

Administration douanière

82. **Les activités d'AT ont porté sur les régimes suspensifs et sur la préparation de la mise en place d'un système de gestion automatisée du risque.** Elles ont été réalisées dans le cadre de deux missions d'AT. Grâce à ces activités, et celles menées par FAD, l'Office Togolais de Recettes a réalisé des avancées, notamment en termes de développements informatiques portant sur la gestion des intrants et des extrants de la zone franche, et sur celle des régimes suspensifs. Au niveau de la mobilisation des recettes, il y a eu des progrès en ce qui concerne les corrections des glissements tarifaires dues à la mise en œuvre du nouveau tarif extérieur commun. Par ailleurs, l'OTR a initié des discussions sur la mise en place d'un système de gestion des risques automatisée pour la sélectivité des contrôles, qui pourrait bénéficier de l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest dans le cadre d'un projet pluriannuel d'assistance technique.

Administration fiscale

83. **L'AT du Centre a permis d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations formulées par la mission conjointe de FAD et du Centre.** Dans le cadre de cette évaluation, il a été constaté que des progrès importants ont été faits en matière de consolidation de la segmentation des entreprises et du recouvrement des restes à recouvrer (RAR) recouvrables. En effet, 602 dossiers ont été transférés entre les trois segments de la population fiscale, traduisant une meilleure appropriation du concept de segmentation fiscale. Dans la même lancée positive, 62% des RAR recouvrables cantonnés ont été effectivement recouverts au 31 juillet 2016. De plus, S'agissant du projet de mise en œuvre d'une procédure automatisée d'analyse risque, un projet d'expérimentation a été lancé, en se servant de l'analyse des dossiers des secteurs quincailleries et du ciment. Les anomalies relevées ont servi à la programmation des contrôles en se fondant sur des critères objectifs et d'analyse du risque. La prochaine mission programmée au premier trimestre de l'année 2017 devra poursuivre les actions qui ont été entamées en identifiant les conditions requises pour la mise en œuvre effective du projet.

Gestion des dépenses publiques

84. **Les activités d'AT ont permis de réaliser deux objectifs importants.** Il s'agit de la mise à niveau du SIGFiP pour prendre en compte les classifications administratives et économiques de la nouvelle nomenclature budgétaire et du nouveau plan comptable de l'État et ; de la traduction des lignes budgétaires de huit ministères en termes de classification des fonctions des administrations publiques (CFAP), ainsi que de la formation d'une équipe de la direction du budget pour poursuivre cet exercice dans d'autres ministères. Ces activités ont également permis de réaliser un état des lieux du système de gestion des finances publiques dans le domaine couvert par le projet sur le renforcement de la gestion des finances publiques financée par l'Union européenne.

Statistiques de finances publiques

85. **L'AT du Centre a contribué à la finalisation du tableau de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 à partir des données extra comptables,** et le passage en revue des tableaux du cadre d'analyse minimum portant sur la situation des flux de trésorerie et de la dette de l'administration publique centrale budgétaire.

Statistiques du secteur réel

86. **L'AT du Centre a permis d'avancer dans le projet de réduction des délais de publications des Comptes Nationaux Annuels (CNA).** Elle a aidé l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques du Togo (INSEED) à finaliser les CNA 2013 et à mettre en place les conditions nécessaires pour l'élaboration des CNA provisoires 2014. La mission prévue au second semestre permettra l'élaboration des CNA provisoires 2014 et 2015 et la rédaction d'une note d'analyse de ces CNA.

Gestion de la dette

87. **L'AT a porté sur le renforcement des capacités à travers une formation en matière de stratégie de gestion de la dette.** En effet, le Centre a participé à une mission conjointe avec le département des marchés monétaires et des capitaux du FMI et la Banque mondiale, dont les tâches ont permis de renforcer les compétences des cadres de la direction de la dette publique et d'autres services du ministère de l'économie et des finances, à préparer une SDMT de bonne qualité.

Analyse et prévisions macroéconomiques

88. **Aucune activité n'a été réalisée sur la période sous-revue.** Pour le reste de l'AF2017, une mission est prévue sur l'opérationnalisation, l'appropriation et l'approfondissement du modèle PRECOMAT 3. Il sera possible de la réaliser en mai 2017, grâce à l'extension d'un mois du Cycle III de l'AFRITAC de l'Ouest.

Agence UMOA-Titres

89. **Les activités d'AT du Centre ont permis d'identifier les ajustements à apporter au cadre organisationnel de l'Agence (AUT) et d'élaborer le manuel de procédures** qui servira de mémoire pour l'AUT, et de référence pour faciliter le travail quotidien des agents. Une mission de formation à l'identification des sources de risque dans le portefeuille de la dette publique est prévue au quatrième trimestre de l'AF 2017.

BCEAO et Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA (SGCBU)

90. Il n'y a pas eu d'activités d'AT avec la BCEAO au cours de la période sous revue qui a vu l'adoption par le Conseil des Ministres de l'UMOA des textes de transposition des dispositions pertinentes de Bâle II/Bâle III dans l'UMOA. Le nouveau plan comptable bancaire pour lequel AFRITAC n'a pas été sollicité a également été approuvé à cette occasion.

91. **Deux missions destinées à renforcer les capacités du Secrétariat général de la commission bancaire de l'UMOA sont programmées au premier trimestre de l'année 2017.** Elles seront respectivement consacrées à la mise en place d'un système de notation des banques permettant notamment au superviseur d'identifier les établissements les plus vulnérables nécessitant des actions appropriées, et à la mise à niveau des procédures et du contenu des rapports de contrôles sur place effectués par les équipes d'inspection du SGCBU.

III. ACTIVITES DE FORMATION

Séminaires régionaux

92. **Les quatre séminaires régionaux organisés par le Centre ont permis de former 100 cadres des pays membres.** Ces derniers ont largement apprécié l'opportunité offerte par le Centre pour enrichir leurs expériences et échanger avec leurs pairs des autres pays, sur les thèmes portant sur les comptes nationaux, les problématiques de risques et d'opportunités liés à l'accès aux marchés internationaux de capitaux, le contrôle des opérations fiscales dans le secteur de télécommunication et, l'utilisation de RAFIT, un outil important d'analyse des performances des administrations fiscales. Comme indiqué au Tableau 3, certaines de ces actions de formation ont été organisées en partenariat avec des Institutions régionales et avec le Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique Centrale. Un résumé de ces divers séminaires est présenté ci-dessous.

Tableau 3. Séminaires régionaux

(Au 31 décembre 2016)

Domaine	Thème	Lieu	Date	Partenaires	Participants
Statistiques du secteur réel	Harmonisation des méthodes et outils de travail sur ERETES, logiciel de comptabilité nationale.	Abidjan	27 juin-1 ^{er} juillet	INSEE	36
Gestion de la dette publique	Opportunités et risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux.	Abidjan	18-22 juillet	AFC	23
Administration fiscale	Contrôle fiscal des opérations du secteur des télécommunications.	Dakar	19-23 septembre		31
Administration fiscale	Gestion des indicateurs de performance et l'outil d'analyse des performances des administrations fiscales (RAFIT).	Abidjan	20-24 juin	FAD	10

« Contrôle fiscal des opérations du secteur des télécommunications »

93. Ce séminaire s'est tenu au Sénégal du 19 au 23 septembre 2016, avec la participation d'une trentaine de représentants des dix pays couverts par le Centre. Il a permis aux participants d'acquérir les meilleures pratiques utilisées par les pays de l'OCDE en matière de prix de transfert, et de partager l'expérience de l'Afrique de l'Est en matière de fiscalisation du secteur des télécommunications.



« Gestion des indicateurs de performance et l'outil d'analyse des performances des administrations fiscales (RAFIT) »

94. Le séminaire, organisé à Abidjan a connu la participation de dix points focaux RA-FIT des administrations fiscales des pays membres du Centre. Les participants ont appris les objectifs du management d'une administration fiscale, les principes qui sous-tendent l'élaboration d'un plan d'actions stratégique d'une administration fiscale, les outils de pilotage d'une administration fiscale, la présentation de la nouvelle plateforme ISORA et les moyens disponibles pour le remplissage des données dans cette plateforme.



« L'accès aux marchés des capitaux internationaux »

95. Tenu à Abidjan ce séminaire régional a regroupé en juillet 2016, une quarantaine de participants représentant les dix-huit États membres de l'AFRITAC du Centre et de l'AFRITAC de l'Ouest, de l'Agence UMOA-Titres, des banques centrales et des commissions des marchés financiers des deux sous-régions. Il a permis la formation des participants, et un échange d'expérience fructueux sur la problématique d'émission des obligations sur les marchés des capitaux internationaux. Il a été également l'occasion de sensibiliser les participants sur les risques inhérents aux émissions sur ces marchés ainsi que sur les mesures à mettre en œuvre pour atténuer les facteurs de vulnérabilité qui peuvent en résulter.



« L'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel de financement »

96. Ce séminaire était organisé conjointement avec l'Agence UMOA-Titres à Saly (Sénégal) en décembre 2016. Il a formé une vingtaine de participants sur la démarche d'élaboration du plan annuel de financement et sur les choix tactiques à faire lors de sa mise en œuvre.

« L'harmonisation des méthodes de travail avec ERETES »

97. Ce séminaire régional organisé à Abidjan avait pour but de faciliter la migration vers le *SCN 2008*. Il a offert un cadre d'échange entre comptables nationaux sur les outils et les méthodes d'élaboration des comptes nationaux mis en œuvre avec le système informatique de comptabilité nationale ERETES. L'évaluation de ces pratiques dans la perspective d'une meilleure utilisation d'ERETES pour produire des comptes nationaux plus fiables et comparables a permis de dégager des voies d'amélioration afin d'assurer une migration harmonieuse vers le *SCN 2008*. Les participants ont été sensibilisés sur le lien entre le renforcement de la démarche intégrée et itérative d'élaboration des comptes nationaux dans ERETES et l'amélioration de leur qualité, et l'importance de l'élaboration et du suivi-évaluation d'un plan de



communication. Le séminaire, animé par les experts de l'AFRITAC de l'Ouest, de l'INSEE et d'AFRISTAT a réuni une quarantaine de participants issus des 10 États membres d'AFRITAC de l'Ouest, de la Commission de l'UEMOA, de la BCEAO et de la BCRG.

98. Les séminaires régionaux prévus pour le reste de l'AF2017 portent sur les thèmes suivants :

- ❖ La Modernisation de la documentation des Lois de finances.
- ❖ Le Cadrage macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des Cadres de dépenses et budgétaires à moyen terme.
- ❖ Le Rôle du renseignement dans les administrations douanières.
- ❖ L'Élargissement du champ de couverture du Tableau des opérations financières de l'État.
- ❖ La Supervision des banques en difficultés.
- ❖ La Gestion de la trésorerie et le compte unique du Trésor.
- ❖ Programmation et les politiques financières, un cours offert avec l'appui de l'Institut de Développement des Capacités du FMI.

Stages d'immersion

99. Le programme de stages d'immersion s'est intensifié. En effet vingt cadres des pays membres du Centre ont effectué des stages dans divers domaines. Ces stages se sont déroulés dans six pays (Royaume du Maroc, Cameroun, Niger, Sénégal, Burkina Faso et Gabon), et ils portaient sur les thèmes indiqués au Tableau 4 ci-dessous. Ils ont été fort appréciés par les participants, dont l'un a noté : *« La mission d'imprégnation au Niger a été pour nous, une source d'inspiration formidable. Une telle initiative est salutaire et encourageante, dans la mesure où le Mali et le Niger partagent presque les mêmes réalités socio-économiques ... »*. La possibilité de travailler directement avec les pairs sur un sujet précis, continue à être noté comme l'une des forces des stages d'immersion.

100. Pour le reste de l'AF2017, et selon la disponibilité des pays hôtes, le Centre a prévu d'organiser des stages d'immersion sur les thèmes suivants : (i) l'élaboration des comptes d'une année courante avec le module ERETES ; (ii) la production du TOFE à partir de la BGCT en utilisant une procédure d'extraction automatique ; (iii) l'articulation entre les documents pluriannuels de programmation et le budget annuel ; (iv) la problématique des Partenariats Public- Privé ; (v) le dispositif organisationnel, institutionnel et technique de prévision des recettes fiscales ; (vi) la Création et la gestion d'un système de fonds de garantie des dépôts.

**Tableau 4. Stages d'immersion organisés
(Au 31 décembre 2016)**

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte	Pays bénéficiaire	Date
Administration fiscale	La mise en œuvre des réformes organisationnelles.	Cameroun	3 cadres du Sénégal	26 mai au 10 juin 2016
Statistiques du secteur réel	Le changement de l'année de base et la mise en œuvre du SCN 2008.	Cameroun	3 cadres du Burkina Faso	24 septembre au 1er octobre 2016
Statistiques du secteur réel	Élaboration des Comptes Nationaux Trimestriels.	Burkina Faso	2 cadres du Niger	14 au 24 septembre 2016
Statistiques du secteur réel	Élaboration des comptes d'une année courante avec le module ERETES.	Royaume du Maroc	5 cadres du Sénégal	5 au 11 juin 2016
Gestion des dépenses publiques	La bascule au budget de programme.	Gabon	Côte d'Ivoire, Bénin, Sénégal, Mali	13 au 22 juin 2016
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel et appropriation du processus de cadrage macroéconomique.	Niger	Guinée, Mali	16 mai au 3 juin 2016
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel et dispositifs d'analyse et de prévisions macroéconomiques.	Sénégal	Côte d'Ivoire	9 au 27 mai 2016

101. **Administration fiscale.** Trois cadres sénégalais ont bénéficié du programme d'apprentissage par les pairs. La DGI du Sénégal actuellement engagée dans une réforme de ses structures et procédures a sollicité de bénéficier de l'expérience de la DGI camerounaise dans les trois domaines suivants ; (i) Le renforcement de la gestion des moyennes entreprises ; (ii) Le pilotage du contrôle fiscal et la stratégie de l'élargissement de l'assiette fiscale et ; (iii) La modernisation de la fonction du recouvrement des impôts et taxes. Dans leurs témoignages, les participants ont noté en particulier que parmi les conditions qui favorisent la mise en œuvre efficace des réformes on peut citer l'implication effective des acteurs concernés, un pilotage efficace, une communication suffisante permettant d'internaliser les réformes, et le soutien politique.

102. **Gestion des dépenses publiques.** Quatre cadres de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Bénin et du Mali ont séjourné pendant dix jours à Libreville pour s'imprégner de l'expérience gabonaise de la bascule au budget de programme depuis le 1^{er} janvier 2015. Comme principaux enseignements, les participants ont fait ressortir que la mise en place du budget de programme est une démarche de longue haleine. En effet, au-delà des aspects techniques liés à

l'appropriation des nouveaux paradigmes, cette importante réforme requiert aussi, entre autres conditions, un fort investissement des acteurs, une volonté politique affirmée, une coalition de tous les acteurs autour de la réforme, une équipe pluridisciplinaire dédiée, et des moyens financiers adéquats.

103. **Statistiques du secteur réel.** Plusieurs cadres du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso ont renforcé leurs capacités d'élaboration des comptes nationaux lors des voyages d'études organisés par l'AFRITAC de l'Ouest.

- ❖ *Sénégal* : cinq cadres de l'INSD dont un entièrement pris en charge par le Gouvernement du Sénégal ont visité le Haut-Commissariat au Plan du Maroc et examiné l'organisation mise en place au Maroc pour élaborer les comptes nationaux de façon générale et une année de base en particulier ainsi que les modalités d'un plan de communication dans le cadre de la migration vers le *SCN 2008*.
- ❖ *Niger* : deux cadres de l'INS ont visité l'INSD du Burkina Faso pour s'imprégner et discuter de la pratique des comptes trimestriels dans les deux pays et partager les difficultés rencontrées par l'INSD lors de la diffusion des CNT, et leurs perspectives d'amélioration. Ils ont participé aux processus de finalisation et de diffusion du PIB du deuxième trimestre 2016.
- ❖ *Burkina Faso* : quatre cadres de l'INSD, dont un entièrement pris en charge par le Gouvernement du Burkina Faso ont visité l'INS du Cameroun pour examiner les questions méthodologiques et les stratégies de mise en œuvre des changements pertinents apportés par le *SCN 2008*, ainsi que les méthodes de mise en œuvre de la réropolation des CNA et des CNT.

104. **Analyse et prévisions macroéconomiques.** Trois cadres de la Côte d'Ivoire, du Mali et de la Guinée ont effectué des voyages d'études respectivement au Sénégal et au Niger. Ces stages ont porté sur l'organisation du cadre institutionnel de la gestion macroéconomique, plus particulièrement sur l'organisation des comités de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires, ainsi que sur la conduite et la validation des études et des recherches macroéconomiques appliquées. Leurs travaux visaient également à permettre aux participants de s'inspirer des outils et dispositifs élaborés par les pairs pour apprécier la situation macroéconomique du pays et effectuer les simulations de l'impact de chocs exogènes sur l'économie.

Activités en partenariat et Coordination

105. **Coopération allemande (GIZ) et le Pôle de Dakar.** Le Centre a participé à un atelier organisé par ces deux institutions sur la mise en œuvre des nouveaux cadres juridiques dérivés des directives de l'UEMOA (mai 2016 à Dakar).

106. **Commission de l'UEMOA**

- ❖ Le Centre a participé à un atelier de formation sur la mise en œuvre du champ du Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) de l'UEMOA qui s'est tenu à Abidjan, du 12 au 14 juillet 2016. À cette occasion, le conseiller résident a apporté des

clarifications sur le champ d'application des statistiques de finances publiques et a fait l'état des lieux de la mise en œuvre de la réforme dans la zone UEMOA. Il a aussi mis en exergue les spécificités de la protection sociale, à travers différents cas pratiques sur les traitements et l'enregistrement des opérations des régimes d'assistance sociale, de sécurité sociale et d'assurance sociale employeur.

- ❖ Le Centre a participé à la mission UEMOA d'évaluation de la mise en œuvre de nouveau cadre juridique des finances publiques dérivé des directives de l'UEMOA en Côte d'Ivoire.
- ❖ Le Centre a participé à la deuxième réunion de l'observatoire des finances publiques au titre de l'année 2016 qui s'est tenue à Lomé en novembre 2016. En plus de sa participation à l'encadrement technique des travaux, le Conseiller résident du Centre a délivré une communication sur la stratégie de la bascule au budget de programme avec l'appui de FAD.
- ❖ **Côte d'Ivoire.** L'AFRITAC de l'Ouest a participé à un atelier national organisé par la Côte d'Ivoire en statistiques de finances publiques. L'atelier s'est tenu du 29 août au 3 septembre 2016 à Grand Bassam. Il portait sur la migration du TOFE selon le *Manuel des Statistiques de Finances Publiques 2001/2014*. Au cours de cet atelier, le Centre a contribué à l'élaboration des ébauches des 4 tableaux du cadre d'analyse minimum tel que prévu par l'article 26 de la directive de l'UEMOA portant TOFE, à savoir : (i) le TOFE UEMOA 2009 (tableau 1) ; (ii) la situation des flux de trésorerie (tableau 2) ; (iii) la situation des actifs financiers et des passifs (tableau 3) ; et (iv) la situation de la dette publique (tableau 4). Les travaux de cet atelier ont permis de réaliser d'importantes synergies avec les activités d'AT organisées par le Centre dans le même domaine, en faveur de la Côte d'Ivoire.

107. **AFRISTAT, Commission de l'UEMOA, BCEAO.** Le Centre a participé à l'organisation d'un séminaire sur la conjoncture au second semestre 2016 et la prévision économique à court terme dans les États membres de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie. Ce séminaire (Lomé, du 21 au 25 novembre 2016) visait plusieurs objectifs pédagogiques et opérationnels. Il s'agissait en particulier de renforcer les capacités des participants en analyse de la balance des paiements et des prévisions macroéconomiques à court terme, et de confronter les résultats des indicateurs macroéconomiques des pays avec l'évolution de la conjoncture.

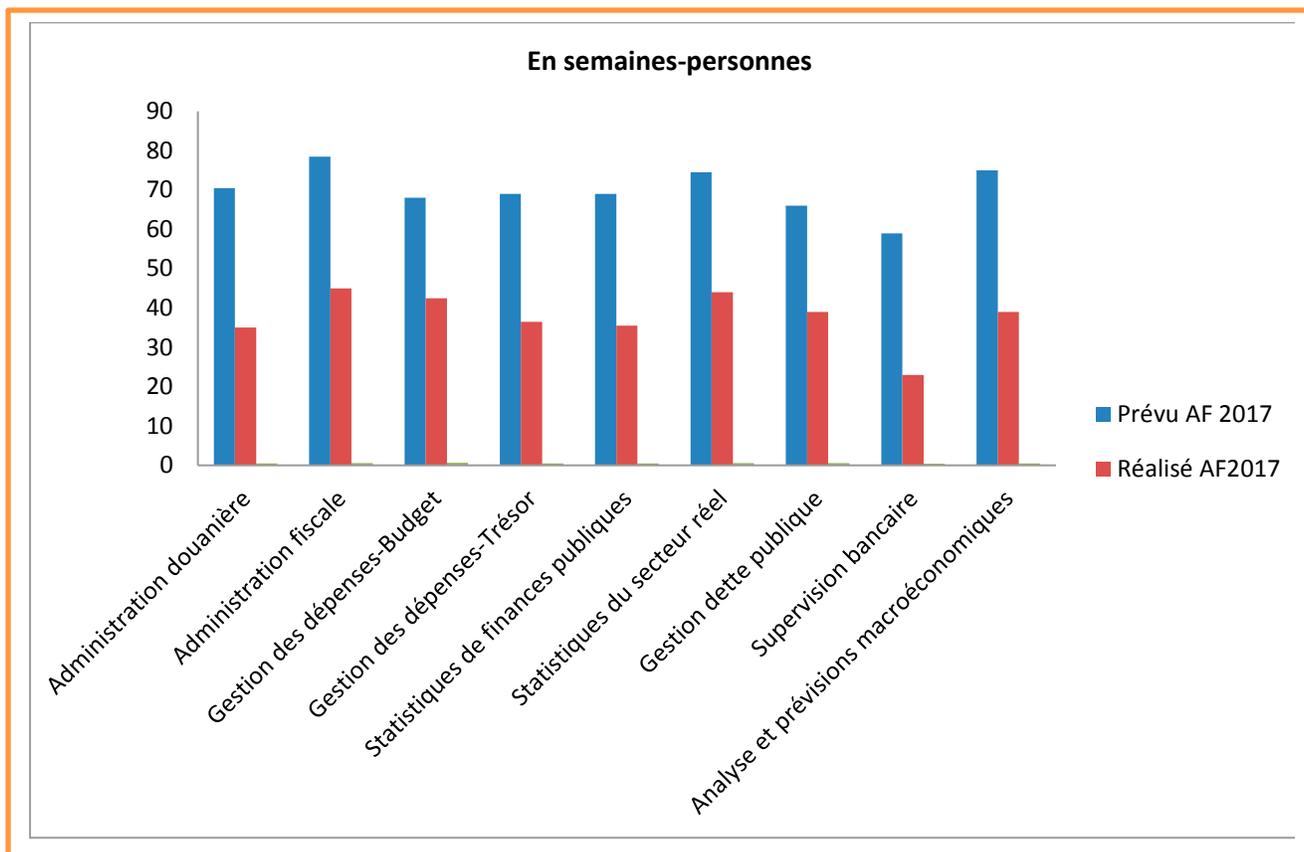
IV. EXECUTION DU PROGRAMME D'ACTIVITES PAR DOMAINE

108. **L'analyse de l'AT fournie par domaine montre que les taux d'exécution ont varié entre 50% et 63%** (Tableau 5). En dehors des suspensions de mission pour raison de sécurité qui ont affecté l'exécution, cette variation s'explique également par la prise de fonction retardée des nouveaux Conseillers résidents en Supervision et restructuration bancaire, en Statistiques de finances publiques pour trois mois respectivement, et en Administration douanière pour un mois (Graphique 2).

Tableau 5. Exécution du programme de travail AF2017, par domaine
(Situation au 31 décembre 2016)

Domaine d'activités	Ressources programmées AF 2017	Ressources utilisées premier semestre AF2017	Taux d'exécution
Administration douanière	71	35	50%
Administration fiscale	79	45	57%
Gestion des dépenses-Budget	68	43	63%
Gestion des dépenses-Trésor	69	37	53%
Statistiques de finances publiques	69	36	51%
Statistiques du secteur réel	75	44	59%
Gestion de la dette publique	66	39	59%
Supervision bancaire	59	23	39%
Analyse et prévisions macroéconomiques	75	39	52%
TOTAL	630	340	54%

**Graphique 2. Exécution du programme de travail de l'AF2017 par domaine d'activité
(Situation au 31 décembre 2016)**



Administration Douanière

109. Conformément au cadre logique du Centre pour 2014-17, les missions dans le domaine de l'Administration douanière se sont articulées autour des objectifs suivants : (i) amélioration de la gestion des risques ; (ii) renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude ; (iii) amélioration et facilitation des échanges ; (iv) renforcement du contrôle, et (v) partage des bonnes pratiques régionales et renforcement des capacités techniques du personnel douanier des pays membres.

110. En matière de gestion efficace des risques, le centre a poursuivi ses projets pluriannuels de mise en place de gestion automatisée du risque et de sélectivité des contrôles au Togo et a fait un suivi au Bénin et au Burkina Faso. Dans le domaine du renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude, les activités se sont focalisées sur la poursuite de la mise en place d'une procédure de contrôle et de suivi des marchandises importées sous le régime d'exonération en Côte d'Ivoire ainsi qu'au Togo, et sur la mise en œuvre de la judiciarisation des infractions douanières en Côte d'Ivoire. S'agissant de l'amélioration et de la facilitation des échanges, le Centre a contribué à l'amélioration des fonctions douanières de base par la mise en œuvre d'un dispositif de suivi des marchandises depuis leur prise en charge jusqu'à

leur dédouanement en Guinée ainsi qu'en Guinée-Bissau et a appuyé l'implémentation du bureau national de la valeur en Mauritanie.

Administration Fiscale

111. Conformément aux orientations du cadre stratégique de l'AFRITAC de l'Ouest, le programme de travail en matière d'administration fiscale pour l'année fiscale 2017 s'articule autour de trois axes suivants : (i) la poursuite de la modernisation de l'administration des moyennes entreprises ; (ii) le renforcement des opérations fiscales ; (iii) la poursuite de la formation des formateurs, en lien avec le contrôle fiscal des opérations internationales du secteur des télécommunications.

112. Les missions d'assistance technique réalisées en administration fiscale ont permis la poursuite de la mise en œuvre des plans pluriannuels d'assistance technique pour le renforcement des moyennes entreprises en Mauritanie, au Niger au Bénin et en Guinée-Bissau ; l'appui au renforcement du contrôle fiscal au Togo ; l'appui au renforcement de la gestion des arriérés en Guinée ; la poursuite du renforcement des capacités au niveau régional à travers l'organisation de deux séminaires régionaux et ; (5) l'organisation d'un stage d'immersion comme expliqué au paragraphe 101 ci-dessus.

113. Les activités prévues pour la deuxième moitié de l'AF 2017 prennent en compte l'extension d'un mois du Cycle III qui permettra de réaliser des missions additionnelles en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal, au Burkina Faso, et au Togo ; et d'intégrer les missions qui étaient en réserve dans le programme de l'AF2017, en particulier pour la Mauritanie et la Guinée-Bissau.

Gestion des Dépenses Publiques

114. Plusieurs objectifs étaient poursuivis dans le domaine de gestion des dépenses publiques, conformément au Cadre logique à moyen pour le Cycle III du Centre. Il s'agissait notamment de la mise en place du budget de programme, de la rationalisation des procédures d'exécution de la dépense en perspective à la bascule au budget de programme, de la préparation du budget, de la balance générale des comptes du Trésor, du fonctionnement du plan des comptes et de la réorganisation des services du Trésor, de la mise à niveau du SIGFiP, et de la budgétisation et le pilotage de la masse salariale.

115. L'exécution du programme de travail à ce stade de l'AF2017 montre des résultats variables selon les pays. Le progrès le plus marquant dans la perspective de la bascule vers le budget de programme est noté au niveau du Burkina Faso, du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.

Statistiques de Finances Publiques

116. De façon générale, les missions d'assistance technique se sont inscrites dans le processus de la poursuite des travaux déjà entrepris et au passage en revue des progrès accomplis par rapport aux recommandations des missions antérieures. Les activités ont porté essentiellement sur la mise en œuvre de la directive de l'UEMOA portant TOFE du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, et ont consisté principalement en : (i)

la production du cadre d'analyse minimum (CAM), en particulier le TOFE UEMOA 2009 ; (ii) l'évaluation de la disponibilité et de la qualité des données ; (iii) l'évaluation des capacités d'élargissement de la couverture des SFP, en priorité pour les unités extra budgétaires de l'État, les caisses de sécurité sociale et les collectivités locales ou décentralisées; (iv) l'élaboration d'une matrice d'actions pour la production par étape du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ de couverture du TOFE; (v) l'évaluation de la BGCT comme source principale de données pour la production des SFP pour l'administration publique centrale ; (vi) la formation sur le *MSFP 2001/2014* ; (v) l'amélioration de la collaboration et la transmission des données entre les producteurs et les utilisateurs de données de finances publiques; (vi) l'amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP et (vii) l'instauration d'un cadre d'échange et de concertation avec AFRITAC de l'Ouest conformément au programme des recommandations établi.

117. La faiblesse des avancées et le faible niveau de suivi en dehors des missions, ont nécessité l'instauration d'un cadre d'échange et de concertation avec AFRITAC de l'Ouest par l'identification d'au moins un point focal technique chargé de faire la liaison avec le Centre à travers la transmission des rapports et tableaux relatifs à l'exécution des recommandations conformément au chronogramme établi lors des missions. À cet effet, chaque pays a désigné au moins une personne ressource en charge de cette activité. L'extension du Cycle III permettra d'exécuter les missions originalement mises en réserve. Celles-ci seront surtout consacrées à la formation.

Statistiques du Secteur Réel

118. Au cours de la période sous revue, les activités menées dans le domaine des statistiques du secteur réel sont restées centrées sur la comptabilité nationale. L'objectif principal est d'amener tous les États membres du Centre à produire les comptes nationaux selon les standards internationalement acceptés et dans des délais raisonnables. Par conséquent, les onze missions d'assistance technique réalisées ont permis (i) de poursuivre la mise en œuvre du *SCN 1993* notamment pour améliorer la qualité ou réduire les délais de diffusion en Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie, au Niger et au Togo ; (ii) d'aider à élaborer une nouvelle année de base selon le *SCN 2008* au Bénin, au Burkina Faso en Guinée-Bissau, et au Sénégal ; et (iii) de mettre en place les CNT pour améliorer la disponibilité des indicateurs infra-annuels au Bénin.

Gestion de la Dette Publique et Développement des Marchés Financiers

119. Le programme d'assistance technique de l'exercice financier 2017 est fondé sur les objectifs stratégiques suivants : (i) la modernisation du cadre institutionnel et organisationnel pour la gestion de la dette publique au Burkina Faso, en Guinée-Bissau, et au Togo ; (ii) le renforcement des capacités analytiques des entités en charge de la gestion de la dette publique au Bénin, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali et au Sénégal ; (iii) le développement des capacités d'intervention des services des Trésors Publics du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Mauritanie et du Niger sur le marché des titres publics, et ; (iv) le soutien à l'AUT dans le développement du marché régional des titres d'État. Les activités programmées pour le reste de l'AF2017 prévoient une évaluation des besoins d'assistance technique au niveau du CREPMF.

Supervision et Restructuration Bancaires

120. Conformément au cadre logique de l'AFRITAC de l'Ouest pour 2014-17, les missions du Centre s'articulent autour de deux objectifs majeurs : (i) le renforcement de l'efficacité de la supervision bancaire, couvrant notamment : la mise en conformité avec les principes fondamentaux du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace, l'adaptation et la mise à niveau des textes réglementaires, l'organisation des contrôles sur pièces et sur place, l'élaboration des outils nécessaires aux surveillances micro-prudentielle et macro-prudentielle, et les actions de formation et ; (ii) l'optimisation des interventions des États dans la restructuration des banques en difficulté à travers l'analyse de la situation des établissements bancaires et financiers en difficulté, l'élaboration et l'appui à la mise en œuvre de cadres de prévention et de résolution des crises bancaires, et les actions de formation.

121. Au cours de la période sous revue l'activité a été relativement faible en raison de la vacance du poste de conseiller résident et par l'absence de nouvelles demandes d'AT émanant de la BCEAO. Un rattrapage est prévu au cours du second semestre notamment à travers la réalisation de missions auprès du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA.

Analyse et Prévisions Macroéconomiques

122. Le programme d'activités de l'AF2017 s'articule autour des principaux axes suivants : (i) la mise à niveau des dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique ; (ii) l'amélioration des dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision de court terme, y compris sur les recettes fiscales ; (iii) l'amélioration des modèles de cadrage macroéconomique, de simulation de chocs exogènes ou d'impact de politique économique et ; (iv) l'identification et le partage des bonnes pratiques en matière d'analyse et de prévisions macroéconomiques.

123. Au cours de la période du 1^{er} mai à 31 décembre 2016, il y a eu neuf missions d'assistance technique réalisées ; deux stages d'immersion, et la participation du Conseiller résident à des séminaires régionaux organisés par des Institutions régionales en partenariat avec le Centre.



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest
(AFRITAC de l'Ouest)

Vingt-septième réunion du Comité d'orientation
Ouagadougou, le 23 février 2017

**Annexe du Rapport d'exécution du programme
de travail de l'année fiscale 2017**

PRESENTATION PAR DOMAINE

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AE	Autorisations d'Engagement
AF	Année fiscale
AFC	AFRITAC du Centre
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne
AFRITAC	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique
AT	Assistance Technique
AUT	Agence UMOA-Titres
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BCRG	Banque Centrale de République de Guinée
BEN	Bénin
BFA	Burkina Faso
BGCT	Balance Générale des Comptes du Trésor
BNV	Bureau National de la Valeur
CAM	Cadre d'Analyse Minimum
CI/CIV	Côte d'Ivoire
CFAP	Classification des Fonctions des Administrations Publiques
CME	Centre des Moyennes Entreprises
CNA	Comptes Nationaux Annuels
CNT	Comptes Nationaux Trimestriels
CO	Comité d'Orientation
CP	Crédits de Paiement
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CREPMF	Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers
CUT	Compte unique du Trésor
DGAE	Direction Générale des Affaires Economiques
DFP	Département des Finances Publiques
DGB	Direction Générale du Budget
DGE	Direction Générale de l'Economie
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGI	Direction Générale des Impôts
DGT/DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DPAM	Direction de la Prévision et des Analyses Macroéconomiques
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques
DPSB	Direction des Politiques et Synthèses Budgétaires
DPSEF	Direction de la Planification des Etudes et Statistiques Fiscales
DSD	Direction des Statistiques Douanières
ECT	Expert Court Terme
ERETES	Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAD	Département des Finances Publiques du FMI
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine

FMI	Fonds Monétaire International
FP	Finances Publiques
GFS	Government Finance Statistics (Statistiques des Finances Publiques)
GIN	Guinée
GIZ	Coopération Technique Allemande
GNB	Guinée-Bissau
ICC	Indicateurs du Coût de la Construction
ICD	Institut pour le Développement des Capacités du FMI
IGA	Indices des conditions Générales d'Activités
IFRS	Normes Internationales de Diffusion des Données
INS	Institut National de Statistique
INSAE	Institut National de Statistiques et d'Analyse Economique
INSEE	Institut National de Statistique et des Etudes Economiques
INSEED	Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques
IPCE	Indices des Prix du Commerce Extérieur
ISCA	Indicateurs Synthétiques du Climat des Affaires
MCM	Département des Marchés Monétaires et Capitaux du FMI
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MdF	Ministère des Finances
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la position extérieure globale
MLI	Mali
MSFP	Manuel de Statistiques de Finances Publiques
MRT	Mauritanie
MTDS /SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
NER	Niger
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OTR	Office Togolais des Recettes
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	Evaluation de la Gestion de l'Investissement Public
PLF	Projet de Lois des Finances
PPAT	Projet Pluriannuel d'Assistance Technique
PTF	Partenaires Techniques Financiers
RAR	Restes A Recouvrer
RAFIT	Outils d'Information de l'administration fiscale
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
SEN	Sénégal
SFP	Statistiques des Finances Publiques
SGCBU	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
SGDD	Système Général de Diffusion des Données
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SME	Service des Moyennes Entreprises

SYDONIA	SYstème DOuaNIer Automatisé
TGO	Togo
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest-africaine

Administration douanière

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Bénin	La sélectivité des contrôles basée sur le risque est appliquée de façon plus cohérente au fil du temps	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques	T3	1	0	1	2	1		1	2	
Pluriannuel ¹	Bénin	La sélectivité des contrôles basée sur le risque est appliquée de façon plus cohérente au fil du temps	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques	T4	0.5	1	1	2.5					
Ponctuel	Bénin	Suivi des recommandations de la dernière mission d'évaluation du DFP	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques	T4	0.5	1	2	3.5					
Ponctuel	Burkina Faso	La sélectivité des contrôles basée sur le risque est appliquée de façon plus cohérente au fil du temps. Évaluation de l'avancement du PPAT	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	
Pluriannuel	Burkina Faso	La sélectivité des contrôles basée sur le risque est appliquée de façon plus cohérente au fil du temps. Évaluation de l'avancement du PPAT	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques	T4	1	0	4	5				0	

¹ Les missions en bleu sont celles qui sont programmées pour le reste de l'année fiscale.

Administration douanière

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	L'efficacité de la lutte contre la fraude et la contrebande est améliorée. État de lieux du service des enquêtes et appui à la mise en place d'une entente de collaboration avec la magistrature	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement le respect des dispositions du Code des douanes	T2	1	1	2	4	1	1	2	4	Collaboration avec la magistrature et poursuite au pénal
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Le cadre de contrôle et de suivi des régimes suspensifs et d'exonération est renforcé Suivi des recommandations de l'AT de juin 2015 et appui à la mise en place d'une procédure par projet/bénéficiaire	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement le respect des dispositions du Code des douanes	T3	1	0	2	3	1	0	2	3	
Ponctuel	Guinée	Amélioration des fonctions de bases de la douane : Prise en charge des marchandises et gestion des manifestes	Les opérateurs du commerce international respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	T2	1	0	2	3	1	0	2	3	
Ponctuel	Guinée	La traçabilité des marchandises et des activités douanières dans le système informatique est renforcée	Les opérateurs du commerce international respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	T4	1	0	2	3	1	0	2	3	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Administration douanière

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui à l'amélioration et à la simplification des procédures de dédouanement	Les opérateurs du commerce international respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	T3	1	1	2	4				0	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui à l'amélioration et à la simplification des procédures de dédouanement. Suivi des recommandations	Les opérateurs de commerce international respectent leurs obligations déclaratives et de paiement	T4	1	0	2	3				0	
Pluriannuel	Mali	Étude de la structure de rémunération de l'administration douanière	Modernisation des Ressources Humaines	T1-T4				0				0	Mission annulée à cause de la situation sécuritaire
Pluriannuel	Mauritanie	Évaluation et ajustement de l'application de la méthode d'évaluation. Mise en oeuvre du Bureau national de la valeur	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques	T3	1	0	2	3	1	0	2	3	
Pluriannuel	Mauritanie	Renforcement des capacités en matières des contrôles en entreprises	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement le respect des dispositions du Code des douanes	T4	1	1	2	4				0	Contrôle a posteriori

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Senegal	La sélectivité des contrôles basée sur le risque est appliquée de façon plus cohérente au fil du temps Gestion automatisée du risque : évaluation du projet	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques	T3	1	1	0	2				0		
Ponctuel	Togo	Le cadre de contrôle et de suivi des régimes suspensifs et d'exonération est renforcé Suivi des recommandations de l'AT de juillet 2015 et appui à la mise en place d'une procédure par projet/bénéficiaire Suivi des mesures prioritaires de la mission DFP de février 2016	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement le respect des dispositions du Code des douanes	T2	1	2	2	5	1	2	2	5		
Ponctuel	Togo	État des lieux de la gestion du risque et présentation du projet pluriannuel sur la gestion automatisée et la sélectivité	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	Démarrage du projet État des lieux	
Pluriannuel	Togo	Développement d'un cadre logique sur la gestion du risque automatisée et sélectivité	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques	T4	0.5	1	1	2.5				0		
Diagnostic	Burkina Faso	Participation à une mission FAD		T2		2		2				0	La mission sera réalisée en T4	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Administration douanière

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Diagnostic	Guinée	Participation à une mission FAD		T3		1.5		1.5		2		1.5	
Diagnostic	Côte d'Ivoire			T3		2		2				0	
Évaluation	Côte d'Ivoire	Évaluation du CR		T3		0.5		0.5		0.5		0.5	Visite du Backstopper
Séminaire	Régional	Développer les capacités en matière d'analyse de renseignement douanier (Dakar)	Renseignement (Suite)	T4	2	1	2	5				0	
Total					17.5	20	33	70.5	9	9	17	35	

Administration fiscale

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Bénin	Poursuite du renforcement de la Direction des moyennes entreprises (renforcement du fichier, obligations déclaratives, CSP et TVA)	Le nombre d'entreprises moyennes accroit de 15 % en moyenne annuelle ; le taux de dépôt spontané en TVA est de 90 %, le taux de couverture du contrôle fiscal est en progression constante ; 90% des RAR recouvrables sont recouverts	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	
Pluriannuel	Bénin	Modernisation de l'immatriculation fiscale, renforcement de la brigade d'enquête et de recherche ; Mise en œuvre d'une stratégie d'élargissement de l'assiette fiscale	Le fichier central des contribuables reflète la situation réelle des contribuables et est partagé avec les services de la douane. La brigade des enquêtes et de la recherche est renforcée	T2	1	2	2	5	1	0	4	5	Mission exécutée en T3
Diagnostic	Burkina Faso	Mission conjointe avec FAD	Diagnostic exhaustif de la DGI du Burkina Faso	T1	0	2	0	2				0	La mission sera réalisée en T4
Pluriannuel	Burkina Faso	Renforcement des moyennes entreprises	Le fichier des contribuables s'accroît de 15% en moyenne annuelle ; le taux de dépôt spontané de la TVA est de 90% ; le taux de couverture du contrôle ponctuel connaît une progression ; 90% des RAR sont effectivement recouverts	T3	1	1	2	4				0	La mission sera réalisée en T4
Mission ponctuelle	Côte d'Ivoire	Appui au renforcement du contrôle fiscal	La programmation du contrôle fiscal est fondée sur l'analyse du risque, notamment la programmation du contrôle des moyennes entreprises	T3	0.5	1	2	3.5				0	La mission sera réalisée en T4

Administration fiscale

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Guinée	Renforcement de la gestion des Restes à recouvrer	La politique de la segmentation fiscale est rigoureusement appliquée ; les règles de transfert des dossiers sont rigoureusement appliquées ; les règles d'immatriculation du contribuable sont sécurisées ; la surveillance des obligations fiscales est améliorée	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	
Diagnostic	Guinée	Mission conjointe avec FAD	Mission diagnostic de la DGI avec FAD	T3		2		2.0	0	2	0	2	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Renforcement des opérations fiscales auprès de la direction générale des contributions et des impôts	L'immatriculation est généralisée à tous les contribuables ; le fichier des contribuables est mis à jour ; la brigade d'enquêtes et de recherche est renforcée ; une stratégie d'élargissement de l'assiette est élaborée et mise en œuvre	T4	0.5	1	2	3.5	0.5	2	2	4.5	Mission exécutée en T1
Ponctuel	Guinée-Bissau	Renforcement des opérations fiscales auprès de la direction générale des contributions et des impôts	L'immatriculation est généralisée à tous les contribuables ; le fichier des contribuables est mis à jour ; la brigade d'enquêtes et de recherche est renforcée ; une stratégie d'élargissement de l'assiette est élaborée et est mis en œuvre	T4	1	0	2	3					Mission en réserve intégrée dans le programme
Pluriannuel	Mali	Renforcement de la direction des moyennes entreprises et grandes entreprises	Les fichiers DGE et DME sont maîtrisés ; la gestion des restes à recouvrer auprès des moyennes entreprises est maîtrisée, le contrôle fiscal auprès des moyennes entreprises est renforcé	T1	1	2	2	5					Reportée en T4 à la demande des autorités

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017

Administration fiscale

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mauritanie	Poursuite du renforcement des moyennes entreprises, stratégie d'élargissement de l'assiette fiscale	Le contrôle sur pièces est renforcé ; les critères d'analyse du risque définis avec l'appui de la mission permet d'analyser les dossiers pour une meilleure programmation dans le cadre du contrôle externe. La procédure simplifiée de déclaration unique est mise en œuvre	T4	0.5	2	2	4.5	0.5	2	2	4.5	Mission réalisée en T2
Ponctuel	Mauritanie	Renforcement du contrôle fiscal	Le contrôle sur pièces est renforcé ; les critères d'analyse du risque définis avec l'appui de la mission permet d'analyser les dossiers pour une meilleure programmation dans le cadre du contrôle externe. La procédure simplifiée de déclaration unique est mise en œuvre	T4	1	2	2	5					Mission en réserve intégrée dans le programme
Ponctuel	Sénégal	Renforcement de la gestion des moyennes entreprises	Le nombre d'entreprises moyennes accroît de 15 % en moyenne annuelle ; le taux de dépôt spontané en TVA est de 95 %, le taux de couverture du contrôle fiscal est en progression constante ; 90% des RAR recouvrables sont recouverts	T3	1	2	2	5					Mission reportée en T4; changement du thème de la mission en raison du retard de création d'un deuxième CME ; renforcement des opérations fiscales de la DGI

Administration fiscale

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Sénégal	Renforcement de l'administration des moyennes entreprises	Le nombre d'entreprises moyennes accroit de 15 % en moyenne annuelle ; le taux de dépôt spontané en TVA est de 95 % le taux de couverture du contrôle fiscal est en progression constante ; 90% des RAR recouvrables sont recouverts	T4	0	0	0	0					Mission reportée en AF2018 suite au retard de création du 2ème CME
Pluriannuel	Niger	Renforcement des opérations fiscales de la DGI	Les opérations de contrôle et recouvrement contribuent au renforcement du civisme fiscal	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	Mission exécutée en T1 à la demande des autorités
Pluriannuel	Niger	Renforcement des opérations fiscales de la DGI	La collecte de l'information fiscale, permet en la rapprochant des chiffres d'affaires déclarés par les contribuables, de détecter des écarts devant être contrôlé ; le contrôle sur pièces est amélioré ; le taux de déclaration spontanée est de 90%	T4	1	0	2	3	1	0	2	3	Mission exécutée en T2
Ponctuel	Togo	Renforcement du contrôle fiscal	La programmation du contrôle fiscal est fondée sur l'analyse du risque, en commençant par les moyennes entreprises	T3	1	1	2	4	1	0	2	3	Mission exécutée en T2
Ponctuel	Togo	Renforcement du contrôle fiscal	La programmation du contrôle fiscal est fondée sur l'analyse du risque, en commençant par les moyennes entreprises	T4	1	1	4	6					
Séminaire	Régional	Contrôle fiscal des opérations internationales du secteur de la télécommunication	25 participants vont bénéficier d'une formation en Contrôle fiscal	T2	2	1.0	2	5	2	1	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017

Administration fiscale

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Stage	Pays AFW	Apprentissage par les pairs au Cameroun	3 cadres participent à des stages d'immersion au Cameroun sur la mise en œuvre des réformes organisationnelles	T1	1			1	1			1	
Séminaire	Régional	Formation régionale sur l'outil d'analyse des performances des administrations fiscales (RAFIT)	Le taux de remplissage de la plateforme est compris entre 80% et 90%	T1	1	1	0	2	1	1	0	2	
Total					17.5	27	34	78.5	11	14	20	45	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017

Gestion des dépenses publiques - Budget

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	Poursuite de l'appui à l'exécution du budget en mode programme	(1) L'exécution de toute la phase administrative de la dépense incombe désormais aux responsables de programme ou, dans une phase intermédiaire, aux directeurs des ressources financières et du matériel (DRFM) ; (2) Les acteurs se sont appropriés les procédures d'exécution en mode programme.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	
Ponctuel	Burkina - Faso	Appui à la rationalisation des procédures d'exécution de la dépense en perspective à la bascule en mode programme	Un plan d'actions pour la rationalisation de la chaîne de la dépense et la déconcentration de l'ordonnancement est adopté et les mesures prioritaires mises en œuvre	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Participation au séminaire de validation de la charte de gestion des programmes (Bassam)	Un projet de décret est discuté est validé au plan technique	T2						0.5	0	0.5	Mission réalisée à la demande des autorités
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à la rationalisation de la chaîne de la dépense en perspective à la bascule à l'exécution du budget en mode programme	Un plan d'action pour la rationalisation de la chaîne de la dépense et la déconcentration de l'ordonnancement est adopté et les mesures prioritaires mises en œuvre	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	
Ponctuel	Guinée	Poursuite de l'activité sur la budgétisation et le pilotage de la masse salariale	La méthodologie de budgétisation des DP est appropriée par les utilisateurs et des esquisses de prévisions sont faites sur la base de l'outil	T3	1	0	2	3					Mission reportée au mois de mars à la demande des autorités

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017

Gestion des dépenses publiques - Budget

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Elaboration du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP)	Les experts nationaux se sont appropriés la démarche d'élaboration du DPBEP et la mettent en œuvre	T1	1	0	2	3	1	0	2	3	Exécutée en T3
Pluriannuel	Mali	Utilisation de l'outil de budgétisation dans le cadre de la programmation 2017-2019 et de la budgétisation 2017	La méthodologie de budgétisation des DP est appropriée par les utilisateurs et des esquisses de prévisions sont faites sur la base de l'outil	T1	1	0	2	3	1	0	2	3	Exécutée en T3
Pluriannuel	Mali	Rédaction d'un manuel d'exécution des dépenses de personnel	Le manuel d'exécution des DP est adopté et disséminé	T3	1	2	2	5					Programmée pour avril 2017
Ponctuel	Mauritanie	Etude sur les conditions de mise en place du budget de programme	La philosophie du BP est appropriée par les acteurs et les conditions de sa mise en œuvre définies	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	
Ponctuel	Mauritanie	Structuration des programmes d'un premier groupe de ministères	Les programmes budgétaires d'un premier groupe de ministères sont définis	T4	1	2	2	5					
Ponctuel	Niger	Poursuite de l'activité sur les AE/CP	Les budgets d'investissements publics de 4 ministères supplémentaires sont structurés en AE/CP	T3	1	0	2	3	1	1	2	4	
Ponctuel	Sénégal	Appui à la mise en œuvre du plan d'action pour la déconcentration de l'ordonnancement	Les procédures d'exécution de la dépense sont rationalisées et adaptées aux nouvelles réformes	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	
Pluriannuel	Togo	Mise en place du segment fonctionnel de la NBE	Le segment fonctionnel de la NBE est élaboré, validé et pris en compte dans le SI	T2	1	1	2	4	1	0	2	3	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Gestion des dépenses publiques - Budget

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Togo	Alignement de la documentation du PLF sur la LOLF ainsi que les plafonds d'emplois FR.1.6)	La documentation du PLF ainsi que ses annexes sont conformes à la LOLF	T4	1	2	2	5					
Ponctuel	UEMOA	Participation aux activités d'appui à la mise en œuvre des directives organisées par la Commission de l'UEMOA	La commission de l'UEMOA impulse et accompagne la mise en œuvre des réformes dans les Etats membres	T2-T4	1	2	1	4	1	2	0	3	
Stage	Etats membres	Préparation et supervision de 2 voyages d'études	Les capacités des stagiaires sont renforcées dans le domaines objets de leurs voyages	T1-T3	2	0	0	2	1			1	
Séminaires	Etats membres	Thème : <i>Préparation du PLF et de la documentation budgétaire dans le contexte du budget de programme</i>	La préparation et la documentation du PLF s'inscrivent bien dans la logique du budget de programme	T4	2	1	1	4					
Ponctuel	Etats membres	Participation à une mission FAD	Le CR est imprégné des recommandations de FAD dans le pays afin de mieux en organiser la mise en œuvre	T1-T4	1	1	0	2					
Total					19	21	28	68	11	13.5	18	42.5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017

Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	Appui à la rédaction du guide de fonctionnement du PCE	Le guide de fonctionnement du PCE est élaboré, approprié par les acteurs et mis en œuvre	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	
Ponctuel	Burkina Faso	Appui à la mise en œuvre du plan d'action de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale	Les nouveaux référentiels comptables sont appréhendés par les acteurs	T1-T2	1	2	2	5	1	1	2	4	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à l'apurement de la balance générale des comptes en perspective de la bascule à la comptabilité d'exercice	Les soldes anormaux de la qualité de la balance générale des comptes sont régularisés	T1-T2	1	1	2	4	1	1	2	4	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Définition des règles et procédures de la comptabilité-matière	Les procédures et règles de la comptabilité-matières sont définies et sont harmonisées avec celle de la comptabilité générale	T1	1	1	2	4					
Ponctuel	Guinée	Appui à la mise en œuvre du plan comptable de l'Etat dans le cadre de la comptabilité de caisse améliorée	Le plan comptable de l'Etat est entièrement mis en œuvre	T1	1	1	2	4					
Ponctuel	Guinée-Bissau	Fiabilisation de la balance générale des comptes de l'Etat	Les soldes anormaux de la qualité de la balance générale des comptes sont régularisés	T2	1	1	2	4	1	1	2	4	
Pluriannuel	Mali	Appui à l'élaboration de manuels de procédures en perspective de la comptabilité en droits constatés patrimoniale	Les manuels de procédures sont élaborés, appropriés par les acteurs et mis en œuvre	T3	1	2	2	5	1		2	3	
Pluriannuel	Mali	Renforcement de la gestion de la trésorerie et mise en place du Compte unique du Trésor (CUT)	Les recommandations sont mises en œuvre notamment en ce qui concerne la Gestion de la trésorerie (GT) et le CUT	T3	1	1	2	4					

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017

Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mauritanie	Etat des lieux de la comptabilité en base caisse	La qualité de la comptabilité en base caisse permet de définir une trajectoire pour la mise en place de la comptabilité en droits constatés	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	
Ponctuel	Niger	Appui au renforcement de la fonction comptable	La balance générale des comptes de la comptabilité base caisse est fiabilisée	T3	1	2	2	5					
Ponctuel	Sénégal	Poursuite de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimonial	Les manuels de procédures sont élaborés, appropriés par les acteurs et mis en œuvre	T2	1	2	2	5					
Ponctuel	Sénégal	Fiabilisation de la balance des comptes de l'Etat	Les soldes anormaux de la qualité de la balance générale des comptes sont régularisés	T3	1	1	2	4	1	1	2	4	Mission exécutée en T2
Pluriannuel	Togo	Appui à la mise en œuvre du Compte unique du Trésor (CUT)	Le fonctionnement du CUT est conforme aux bonnes pratiques	T4	0.5	1	1	2.5					
Pluriannuel	Togo	Appui au développement du SIGFiP	Le SIGFiP est adapté aux nouvelles réformes	T3	0.5	2	2	4.5	1	1	2	4	Mission exécutée en T2
Ponctuel	Togo	Participation à une mission FAD	Le CR est imprégné des recommandations de FAD dans le pays afin de mieux en organiser la mise en œuvre	T1-T4	0.5	1	0	1.5	1	1	0	2	
Ponctuel	UEMOA	Participation aux activités d'appui à la mise en œuvre des directives organisées par la commission de l'UEMOA	La commission de l'UEMOA impulse et accompagne la mise en œuvre des réformes dans les Etats membres	T3	0.5	2	0	2.5	0.5	1	0	1.5	
Séminaire	Etats membres	Thème: GT et CUT	Les acteurs ont appréhendé davantage les techniques de GT et du CUT	T4	2	1	1	4					
Total					16	25	28	69	9.5	11	16	36.5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	Appui à la mise en œuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP	Production du cadre d'analyse minimum complet. Production du TOFE MSFP 2001 en parallèle. Basculement au TOFE UEMOA 2009 début 2017. Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale). Élargissement du champ de couverture à l'administration centrale. TOFE expérimental pour la sécurité sociale. TOFE expérimental pour les collectivités locales	T1	1	2	2	5	1	2		3	
Ponctuel	Burkina Faso	Appui à la mise en œuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP	Production du cadre d'analyse minimum complet. Production du TOFE base MSFP 2001 en parallèle. Basculement d'ici le début 2017. Élargissement du TOFE à l'administration centrale. Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale) TOFE expérimental pour la sécurité sociale	T1	1	2	2	5	1	2		3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à la mise en œuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP.	Production du cadre d'analyse minimum complet. Basculement au TOFE base MSFP 2001 début 2017. Production en parallèle du TOFE base balance (MSFP 2001). Élargissement du TOFE à l'administration centrale. Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI-Banque mondiale) TOFE expérimental pour la sécurité sociale. Diffusion du TOFE au grand public.	T4	1	2	2	5					
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Atelier organisé par la Côte d'Ivoire sur la migration au MSFP 2001/2014	Production des 4 tableaux du cadre d'analyse minimum						1	1		2	Mission réalisée à la demande des autorités
Ponctuel	Guinée	Appui à la mise en œuvre du MSFP 2001/2014: TOFE sur la nouvelle base et autres tableaux du cadre d'analyse, et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP	Production du TOFE base MSFP 2001/2014 en parallèle, et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE. Réponse au questionnaire SFP du Département des Statistiques du FMI (2016).	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée	Appui à la mise en œuvre du MSFP 2001/2014: TOFE sur la nouvelle base et autres tableaux du cadre d'analyse, et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP	Production du TOFE base MSFP 2001/2014 en parallèle, et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE. Réponse au questionnaire SFP du Département des Statistiques du FMI (2016).	T4	1	1	1	3					
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui à la mise en œuvre du MSFP 2001/2014: TOFE sur la nouvelle base et autres tableaux du cadre d'analyse, et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP	Production du TOFE UEMOA 2009, situation des flux de trésorerie et de la dette sur une base expérimentale. Formation aux normes standards internationaux des SFP Étude et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE	T2	1	2	2	5	1	2		3	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui à la mise en œuvre du MSFP 2001/2014: TOFE sur la nouvelle base et autres tableaux du cadre d'analyse, et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP	Réponse au questionnaire SFP du Département des Statistiques du FMI (novembre 2016). Diffusion du TOFE au public	T4	1	2	2	5					

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mali	Appui à la mise en œuvre du MSFP 2001/2014: TOFE sur la nouvelle base et autres tableaux du cadre d'analyse, et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP	Basculement au TOFE UEMOA 2009 début 2017. Production du cadre d'analyse minimum complet. Améliorer la périodicité (données trimestrielles) des données transmises au FMI. Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI et Banque mondiale). Étude et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE. TOFE expérimental pour l'administration centrale extrabudgétaire et la sécurité sociale. Création d'une table de passage de la BGCT au MSFP 2001	T2	1	2	2	5					

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mauritanie	Appui à la mise en œuvre du MSFP 2001/2014: TOFE sur la nouvelle base et autres tableaux du cadre d'analyse, et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP	Adapter le modèle d'extraction de la BGCT à la classification du MSFP 2014. Basculement au TOFE base MSFP 2001/2014 début 2017. Officialiser un comité de validation du TOFE. Réponse au questionnaire SFP du Département des Statistiques (2016). Production de la situation des flux de trésorerie et de la dette sur une base expérimentale. Étude et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE	T2	1	2		3	1	2		3	
Ponctuel	Niger	Appui à la mise en œuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP.	Production du TOFE UEMOA 2009 sur une base expérimentale d'ici le début 2017 Production de la situation de la dette.	T1	1	2		3	1	2		3	
Ponctuel	Niger	Appui à la mise en œuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP	Étude et collecte des données relatives à l'élargissement du champ de couverture du TOFE. Réponse au questionnaire SFP du Département des Statistiques du FMI (2016)	T4	1	1		2					
Ponctuel	Organisations régionales	Note technique sur le MSFP 2014 - principaux changements méthodologiques	Écriture et diffusion de la note technique	T2	1			1	1	1		2	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Organisations régionales	Note technique sur la protection sociale	Écriture et diffusion de la note technique.	T3	2		2	4					
Ponctuel	Organisations régionales	Participation à l'atelier régional organise par la commission de l'UEMOA	Elargissement du champ des SFP ; cas de la sécurité sociale	T1				0	0.5	1		1.5	Mission réalisée à la demande des autorités
Stage	Etats membres	Faciliter la production du TOFE à partir de la BGCT avec l'utilisation d'une procédure automatisée d'extraction des données avec table de passage intégrée. Pays hôte : Mauritanie - Direction des Études Statistiques et du Système d'Information (DGTCP). Pays bénéficiaire : Burkina Faso (équipe TOFE, responsables de la BGCT - comptables et informaticiens)	Automatisation de l'extraction des données pour la compilation des SFP à partir de la balance. Amélioration de l'efficacité et diminution significative du risque d'erreur lié à la manipulation des données. Production uniformisée des SFP à l'aide d'une table de passage. Intégration des révisions de classification simplifiée. Elargissement du champ des statistiques de finances publiques	T2	1	0	2	3					

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Sénégal	Appui à la mise en œuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP.	Élargissement du TOFE à l'administration centrale. TOFE expérimental pour la sécurité sociale et les collectivités locales (à partir de la balance). Améliorer la périodicité (données trimestrielles) des données SFP transmises au FMI et fournir la COFOG. Participation à la base de données sur la dette du secteur public (FMI et Banque mondiale). Mise en place d'un comité de validation du TOFE. Développement des métadonnées.	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	
Ponctuel	Togo	Appui à la mise en œuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP.	Production du TOFE base MSFP 2001 en parallèle en 2016 et basculement début 2017. Élargissement du TOFE à l'administration centrale. TOFE expérimental pour la sécurité sociale. Production du cadre d'analyse minimum complet. Améliorer la périodicité (données trimestrielles) des données SFP transmises au FMI. Comité directeur (de mise en œuvre) de SFP en place et fonctionnel.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Statistiques de finances publiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Séminaire	Etats membres	Appui à la mise en œuvre de la directive TOFE UEMOA 2009: cadre d'analyse minimum et élargissement du champ de couverture. Diffusion des SFP	Thème principal : Élargissement du champ de couverture du TOFE	T4	2	1	2	5						
					Total	19	25	25	69	11	19	6	36	

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Bénin	Mise en place des indicateurs des comptes trimestriels	La maquette d'élaboration des CNT est disponible	T2	1		2	3	1		2	3		
Pluriannuel	Bénin	Mise en place année de base 2015 : Appui à l'élaboration des comptes financiers et du compte des sociétés financières	La méthodologie des comptes financiers et la prise en compte des données sources sont améliorées. Le compte financier de l'année 2014 est élaboré	T3	1	2	2	5	1	2	2	5		
Pluriannuel	Bénin	Diagnostic du dispositif de production des statistiques macroéconomiques	Un bilan des forces et des faiblesses du dispositif de production des statistiques macroéconomiques au Bénin est disponible	T3									Le Bénin a sollicité du Département de statistique une mission sur le dispositif de production des statistiques macroéconomiques (janvier 2017)	
Pluriannuel	Bénin	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Appui à l'élaboration du compte des sociétés financières	La méthodologie du calcul de la production des sociétés financières selon le SCN 2008 est mise en œuvre	T4	1	3		4				0	Mission en réserve programmée pour mai 2017	
Pluriannuel	Burkina Faso	Mise en place année de base 2014 : Appui à l'élaboration du compte des sociétés financières	Un agenda pour mettre en place une nouvelle année de base et migrer vers le SCN 2008 est adopté ; Les Méthodologie et données sources pour élaborer les comptes des sociétés financières selon le SCN 2008 sont produits.	T1	1	2		3	1	2		3		
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Appui à la diffusion des CNT	Les CNT sont diffusés.	T1	1		2	3				0	Les CNT sont toujours en diffusion restreinte (mission programmée en janvier 2017)	
Ponctuel	Guinée	Préparation des Comptes nationaux 2014-2015	Les CNA 2014-15 sont élaborés. Les délais dans la production des CNA sont éliminés.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5		

Statistiques du secteur Réel

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée	Mise en place du <i>SCN 2008: Nomenclatures et sources de données</i>	Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées. Les nomenclatures et sources de données pour la nouvelle base avec le SCN 2008 sont disponibles	T3	1	2		3					0	Mission programmée en mars 2017
Pluriannuel	Guinée-Bissau	Mise en place année de base 2015 : Traitement des données sources disponibles	Les travaux sur le traitement des sources pour la nouvelle base 2015 selon le SCN 2008 sont effectués.	T1	1		2	3	1			2	3	Poursuite des travaux sur le SCN2008
Pluriannuel	Guinée-Bissau	Formation ERETES et Elaboration des CNA 2014 (version définitive) et 2015 (version provisoire)	Les CNA définitifs de l'année 2014 et provisoires de l'année 2015 sont produits. Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées.	T3	1	2		3	1	2			3	
Pluriannuel	Guinée-Bissau	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Travaux de réconciliation des données	Les comptes de production des activités et les équilibres ressources emplois des produits sont disponibles. La synthèse des CNA 2015 est disponible	T4	1		2	3						Mission en réserve programmée pour mai 2017
Pluriannuel	Mali	Mise en place des indicateurs des comptes trimestriels	La maquette d'élaboration des CNT est mise à jour ;	T1	1		2	3					0	
Ponctuel	Mali	Finalisation de la note sur les sources et méthodes d'élaboration des CNA avec le SCN 1993	La note sur les sources et méthodes d'élaboration des CNA avec le SCN 1993 est disponible	T2	1		1	2					0	
Pluriannuel	Mali	Mise en place des indicateurs des comptes trimestriels	La maquette d'élaboration des CNT est mise à jour ;	T3	1		2	3					0	Mission programmée en mars 2017
Ponctuel	Mauritanie	Mise en place des CNA provisoires	Les CNA définitifs 2013 sont disponibles ; Le CNA provisoires 2014 et 2015 sont disponibles	T2	1		2	3	1			2	3	
Ponctuel	Mauritanie	Mise en place des CNA provisoires	Les CNA définitifs 2013 sont disponibles ; Le CNA provisoires 2014 et 2015 sont disponibles	T3	1		2	3	1			2	3	
Ponctuel	Mauritanie	Mise en place du <i>SCN 2008: exploitation des données sources.</i>	Table de chargement des données primaires du compte des ménages selon le SCN 2008.	T3	1	2		3					0	Mission programmée en mars 2017

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Statistiques du secteur réel

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Niger	Elaboration des CNA 2014	Les CNA2006-2015 sont établis avec ERETES.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5		
Ponctuel	Sénégal	Intégration des données primaires du com	Table de chargement des données primaires du compte des ménages selon le SCN 2008	T3	1		2	3	1		1	2		
Pluriannuel	Togo	Elaboration des CNA 2013 Mise en place des CNA provisoires	Les CNA définitifs 2013 sont disponibles ; Les délais dans la production des CNA sont éliminés	T2	1		2	3	1		2	3		
Pluriannuel	Togo	Elaboration des CNA provisoires 2014-2015	Le CNA provisoires 2014 et 2015 sont disponibles	T3	1		2	3					0 Mission programmée en février 2017	
Ponctuel	Etats membres	Organisation, suivi, évaluation de stages/voyages d'études		T1	1			1	1			1		
Ponctuel	Organisations régionales	Participation au Conseil scientifique d'AFRISTAT		T2	0.5	0.5		1					0 Annulée. Le conseiller APM a pris part aux travaux	
Ponctuel	Organisations régionales	Séminaire AFRISTAT de comptabilité nationale		T2	0.5	1		1.5					0 Annulée pour des raisons de calendrier d'AFRISTAT	
Ponctuel	Régional	Séminaire ERETES : Formation et Mise en place de procédure pour faciliter le changement d'année de base des CNA et la migration vers le SCN 2008 (Abidjan)		T1	2	1	2	5	2	1	2	5		
					Total	24	19.5	31	74.5	14	11	19	44	

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	Appui à l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics	Les cadres se sont appropriés les bonnes pratiques en matière d'émission de titres publics. Les améliorations à apporter aux pratiques d'émission sont identifiées et adoptées	T2	1	2	2	5	1	2	2	5		
Ponctuel	Bénin	Formation sur l'analyse des risques du portefeuille de la dette publique et l'élaboration du rapport de gestion de la dette publique	Les cadres se sont appropriés les techniques d'évaluation des risques et les mesures d'atténuation. Les indicateurs de risque sont suivis et discutés dans le rapport de gestion de la dette	T4	1	2	2	5					Ajout d'un expert. Le thème portera sur la formation à l'utilisation de la nouvelle maquette de l'AVD	
Ponctuel	Burkina Faso	Appui à la définition de la politique d'octroi de la garantie de l'Etat et des procédures de gestion de la garantie de l'Etat	Le document définissant la politique d'octroi de la garantie de l'Etat et des procédures de gestion des garanties est adopté	T4	1	2	0	3					Changement de thème : mission sur le renforcement du cadre organisationnel	

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Ré-ouverture des émissions de titres publics et gestion du risque de refinancement	Les cadres ont eu une meilleure compréhension du concept de ré-ouverture des émissions. Les cadres se sont appropriés les méthodes de gestion de risque de refinancement lié aux activités d'émission de titres publics	T1	1	2		3	1	1		2	Mission réalisée avec moins de ressources	
Ponctuel	Guinée	Formation sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'évaluation des risques et mesures d'atténuation de ces risques	T4	0.5		2	2.5	0.5		2	2.5	Exécutée en T2	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Appui au renforcement du cadre institutionnel pour la gestion de la dette publique	Les services en charge de gestion de la dette publique sont réorganisés selon le modèle front middle et back office. Les rôles et responsabilités de tous les intervenants dans le processus de gestion de la dette sont précisés	T2	1	1		2	1	1		2		

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017

Gestion de la dette

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Formation sur l'analyse du portefeuille de la dette	Les cadres sont capables de mener une analyse qualitative et quantitative du portefeuille de la dette publique	T4	1		2	3					
Ponctuel	Mali	Appui à l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics	Les cadres se sont appropriés les bonnes pratiques en matière d'émission de titres publics. Les améliorations à apporter aux pratiques d'émission sont identifiées et adoptées	T2	1	2	2	5					Mission reportée en T4
Ponctuel	Mali	Renforcement des capacités à l'utilisation du logiciel de gestion de la base de données de la dette publique	Les cadres sont capables de bien manipuler le logiciel de gestion de la base de données de la dette publique	T4	0	0	0	0					Mission annulée

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017

Gestion de la dette

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mauritanie	Appui à l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics	Les cadres se sont appropriés les bonnes pratiques en matière d'émission de titres publics. Les améliorations à apporter aux pratiques d'émission sont identifiées et adoptées	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	Exécutée en T1	
Ponctuel	Mauritanie	Formation sur le cadre d'élaboration de la stratégie de la dette publique	Les cadres ont saisi la démarche d'élaboration de la SDMT	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	Nouvelle mission	
Ponctuel	Niger	Appui à l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics	Les cadres se sont appropriés les bonnes pratiques en matière d'émission de titres publics. Les améliorations à apporter aux pratiques d'émission sont identifiées et adoptées.	T4	1	0	2	3						
Ponctuel	Sénégal	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Les cadres sont capables de produire une analyse de viabilité de la dette	T1	1		2	3	1	2	2	5	Exécutée en T2	

Gestion de la dette

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Sénégal	Formation sur l'évaluation des offres de financement	Les cadres ont renforcé leurs capacités en matière d'analyse des offres de financement	T3	1	2	0	3					Changement de thème : mission sur la stratégie de la dette à moyen terme	
Ponctuel	Togo	Appui au renforcement du cadre institutionnel pour la gestion de la dette publique	Les services en charge de gestion de la dette publique sont réorganisés selon le modèle front middle et back office. Les rôles et responsabilités de tous les intervenants dans le processus de gestion de la dette sont précisés	T3	1	2	0	3	1	2	0	3	Changement de thème : élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	
Pluriannuel	Organisations régionales	Appui à l'élaboration du manuel de procédures	Le manuel de procédures de l'Agence est élaboré et adopté	T1	0.5		2	2.5	0.5		2	2.5		
Pluriannuel	Organisations régionales	Appui à l'élaboration du manuel de procédures	Le manuel de procédures de l'Agence est élaboré et adopté	T3	0.5		2	2.5	0.5		2	2.5	Exécutée en T2	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Gestion de la dette

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Organisations régionales	Standardisation des titres publics et mise à jour des procédures d'émission	Les émissions sont basées sur des instruments standards et guidés par un programme d'émission pouvant être mis en oeuvre	T4	1	2	2	5						
Ponctuel	Organisations régionales	Evaluation des besoins d'assistance technique du CREPMF	Les besoins d'assistance technique sont identifiés et un PPAT est défini	T4	0.5	0.5		1						
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Séminaire régional sur l'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel d'emprunt	Les participants ont saisi la démarche de formulation du plan annuel d'emprunt à partir de la stratégie de dette retenue, et les décisions tactiques liées à l'exécution du plan annuel d'emprunt	T2	0.5	1		1.5	0.5	1		1.5	Séminaire organisé en collaboration avec l'AUT. Le Centre a pris uniquement les participants guinéens et mauritaniens en charge	

Gestion de la dette

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Séminaire conjoint avec AFC sur les opportunités et risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux	Les participants ont été sensibilisés sur les risques liés à l'accès aux marchés internationaux. Les participants ont renforcé leurs connaissances sur les conditions préalables et étapes d'une émission sur les marchés internationaux	T1	1	1	1	3	1	1	1	3		
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Séminaire régional sur la transparence et la communication en gestion de la dette publique	Les participants ont saisi les mesures à mettre en œuvre pour améliorer la transparence et la communication dans la gestion de la dette publique. Ils ont également l'importance de la transparence et de la communication dans l'atteinte des objectifs de gestion de la dette publique	T2									Remplacé par le séminaire organisé conjointement avec l'AUT	
				Total	17.5	23.5	25	66	10	14	15	39		

Contrôle et restructuration bancaires

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pluriannuel	Guinée	Renforcement supervision bancaire	Renforcement de la législation et de la réglementation bancaires Renforcement du contrôle sur place et sur pièces Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.	T1	0	0	0	0					Poursuite du PPAT	
Pluriannuel	Guinée			T2	2	2	2	6	2	2	2	6		
Pluriannuel	Guinée			T3	1	0	2	3						
Pluriannuel	Guinée			T4	1	2	2	5						
Pluriannuel	Mauritanie	Renforcement supervision bancaire	Renforcement du dispositif législatif et réglementaire des établissements de crédit Renforcement du contrôle sur pièces et sur place Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire	T1	0	0	0	0					Poursuite du PPAT	
Pluriannuel	Mauritanie			T2	1	2	2	5	1	2	0	3		
Pluriannuel	Mauritanie			T3	1	2	2	5	1	2	2	5		
Pluriannuel	Mauritanie			T4	1	0	2	3						
Pluriannuel	Organisations régionales	BCEAO : transposition de Bâle II/III	Définition de normes prudentielles de solvabilité et de liquidité dans l'UMOA conformes aux accords de Bâle Mise en œuvre d'un processus de surveillance prudentielle conforme au pilier 2 de Bâle II Mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle Renforcement des capacités	T1	0	0	0	0					Poursuite du PPAT	
Pluriannuel	Organisations régionales			T2	2	2	4	8						
Pluriannuel	Organisations régionales			T3	1	0	2	3	3	3	3	9		
Pluriannuel	Organisations régionales			T4	1	2	2	5						
Ponctuel	Organisations régionales	CB-UMOA formation	Renforcement des capacités	T1	0	0	0	0						
Ponctuel	Organisations régionales			T2	0	0	0	0						
Ponctuel	Organisations régionales			T3	2	1	1	4					Formation programmée sur la fin de l'année fiscale 2017	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Contrôle et restructuration bancaires

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Organisations régionales	CB-UMOA formation	Renforcement des capacités	T4	1	0	2	3					Formation programmée sur la fin de l'année fiscale 2017
Ponctuel	CREPMF	Evaluation des besoins d'assistance	Les besoins d'assistance technique sont identifiés et un PPAT est défini	T4	0.5	0.5	0	1					Mission de détermination des besoins (janvier 2017)
Séminaire	Régional	Séminaire régional	Renforcement des capacités en matière de contrôle des banques en difficultés	T4	2	1	2	5					Thème : contrôle des banques en difficultés
Ponctuel	Guinée	Stage d'apprentissage par les pairs	Renforcement des capacités	T3	1	0	0	1					Stage sur la création et la gestion de systèmes de garantie des dépôts
Ponctuel	Organisations régionales	Mission sur le secteur financier - art. IV UMOA	Evaluation des besoins d'assistance technique	T3	1	2	0	3					
Total					18.5	16.5	25	60	7	9	7	23	

Analyse et prévisions macroéconomiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Bénin	Appui à la Direction de la Prévision, Elaboration des nouveaux indicateurs avancés de la conjoncture	Cadres méthodologiques et techniques des nouveaux indicateurs avancés de la conjoncture proposés	T1	1	1	2	4	1	2		3	Réalisée en T2
Ponctuel	Bénin	Appui à la DGAE, Révision, appropriation et approfondissement du modèle MOSARE	Le modèle MOSARE est révisé et les processus d'appropriation et d'approfondissement sont identifiés	T3	1	1	2	4					Mission en réserve programmée en T4
Ponctuel	Burkina Faso	Appui à la Direction de la Prévision et des Analyses Macroéconomiques	Révision, appropriation et approfondissement du modèle IAP, Spécification et reformulation du modèle MALT	T3	1	1	2	4	1	2	2	5	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à la DGI	Dispositif de suivi des recettes fiscales : Implémentation	T2	1	1	2	4	1	0	2	3	Exécutée en T3
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui à la DCPE	Révision, appropriation et approfondissement du modèle BUDGET-ECO	T3	1	1	2	4					

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Guinée	Appui à la DSEM	Révision, appropriation et approfondissement du modèle MSEGUI	T1	1		2	3						Mission redéfinie à la demande des Autorités sous forme d'Ateliers nationaux
Ponctuel	Guinee	Appui à la DSEM	Révision, appropriation et approfondissement du modèle MSEGUI	T4	1		2	3	1	2	2	5		
Ponctuel	Guinée_BCRG	Appui à la BCRG	Point sur la mise en œuvre du Plan d'actions pour la redynamisation du suivi de la conjoncture et la modélisation macroéconomique	T2	1	1	2	4	1	2	2	5		
Ponctuel	Guinée- Bissau	Suivi PPAT	Mission de suivi de la mise en œuvre du Plan Pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique	T2	1	1		2	1	1		2	Mission exécutée en T3 à la demande des Autorités	
Ponctuel	Guinée- Bissau	Suivi PPAT	Mission de suivi de la mise en œuvre du Plan Pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique	T3									Mission annulée	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017

Analyse et prévisions macroéconomiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Mali	Appui à la DNPDP	Appropriation et approfondissement du Modèle MME_DNPDP	T2	1	1	2	4	1		2	3	
Ponctuel	Mali	Appui à la DNPDP	Appropriation et approfondissement du Modèle MME_DNPDP	T4	1	1	2	4					
Ponctuel	Mauritanie	Appui à la BCM	Mission exploratoire : Elaboration d'un modèle de prévision de l'inflation, spécifications	T1	1	2	2	5	1	2		3	
Ponctuel	Mauritanie		Elaboration d'un modèle de prévision de l'inflation, modèle et test	T4	1	2	2	5	1	2	2	5	Mission ramenée en T2 à la demande des autorités
Ponctuel	Mauritanie	Appui à la BCM	Atelier de formation sur la programmation des modèles macro économétriques sous le logiciel Eviews	T4	1	2	2	5					Nouvelle mission
Ponctuel	Togo	Appui à la DP	Opérationnalisation, Appropriation et approfondissement du Modèle PRECOMAT 3	T2	1	2	2	5					Mission reportée en T4

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Analyse et prévisions macroéconomiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Ponctuel	Togo	Appui à la DP	Opérationnalisation, Appropriation et approfondissement du Modèle PRECOMAT 3	T4	0		0	0						Mission annulée en raison des contraintes de calendrier
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres. Collaboration AFW, AFRISTAT, UEMOA, CEA-SR (Bamako)	Séminaire organisé	T2	1	1		2	1	1		2	Atelier exécuté en T4 à la demande de la commission de l'UEMOA	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres. Collaboration AFW, AFRISTAT, UEMOA, CEA-SR (Bamako)	Séminaire organisé	T4	1	1		2					Nouvelle mission	
Stages	Régional	Organisation, suivi, évaluation de stages/voyages d'études au Niger et au Cameroun	Capacité renforcée, coopération régionale accrue	T1	2			2	3			3		
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Cours organisé avec ICD sur la programmation et les politiques financières		T1	2	2		4					Reportée en T4	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2016- MAI 2017
Analyse et prévisions macroéconomiques

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
		Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention		CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Séminaire	Ateliers/ Séminaires	Le cadrage macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des CDMT/CBMT dans les pays couverts par AFW		T4	2	1	2	5					Reportée en T4	
				Total	23	22	30	75	13	14	12	39		